

Rapport  
financier

pour les trois  
mois terminés le  
30 juin 2009



Rapport du premier  
trimestre 2010



1	<b>Rapport aux actionnaires</b>
4	<b>Rapport de gestion</b>
4	1. Points saillants
5	2. Introduction
6	3. À propos de CAE
6	3.1 Qui nous sommes
6	3.2 Notre vision
6	3.3 Nos activités
12	4. Variations de change
13	5. Résultats consolidés
13	5.1 Résultats d'exploitation – premier trimestre de l'exercice 2010
14	5.2 Restructuration
15	5.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés
15	6. Résultats par secteur
16	6.1 Secteurs civils
19	6.2 Secteurs militaires
21	7. Mouvements de trésorerie et des liquidités consolidés
22	7.1 Mouvements de trésorerie consolidés
23	8. Situation financière consolidée
23	8.1 Capital utilisé consolidé
24	9. Acquisitions d'entreprises
25	10. Modification de conventions comptables
25	11. Adoption des normes internationales d'information financière (IFRS)
25	12. Contrôles et procédures
25	12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information
26	13. Principales données financières trimestrielles
27	<b>États financiers consolidés</b>
27	Bilans consolidés
28	États consolidés des résultats
29	États consolidés des variations en capitaux propres
30	États consolidés du résultat étendu
30	État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu
31	États consolidés des flux de trésorerie
32	<b>Notes afférentes aux états financiers consolidés</b>
32	Note 1 – Nature des activités et principales conventions comptables
33	Note 2 – Changements de conventions comptables
34	Note 3 – Acquisitions d'entreprises
34	Note 4 – Participations dans des coentreprises
35	Note 5 – Facilités d'emprunt et intérêts débiteurs, montant net
36	Note 6 – Comptes débiteurs
36	Note 7 – Stocks
37	Note 8 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et les résultats
37	Note 9 – Aide gouvernementale
38	Note 10 – Avantages sociaux futurs
38	Note 11 – Charge de restructuration
39	Note 12 – Secteurs d'exploitation et secteurs géographiques



# Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son premier trimestre clos le 30 juin 2009. Le bénéfice net est de 27,2 millions \$, soit 0,11 \$ par action, comparativement à 47,3 millions \$, soit 0,19 \$ par action, au premier trimestre de l'exercice précédent. Abstraction faite de la charge de restructuration de 27,2 millions \$ (18,9 millions \$ après impôts) constatée durant le trimestre, le bénéfice net est de 46,1 millions \$, soit 0,18 \$ par action. Les données financières sont établies en dollars canadiens.

## Sommaire des résultats consolidés

Les revenus consolidés ce trimestre se chiffrent à 383,0 millions \$, comparativement à 392,1 millions \$ l'an dernier.

Pour le premier trimestre, le bénéfice consolidé avant intérêts et impôts (BAII) s'élève à 45,1 millions \$, soit 11,8 % des revenus. Le BAII calculé avant prise en compte de la charge de restructuration est de 72,3 millions \$, soit 18,9 % des revenus.

« Notre défi au cours du premier trimestre consistait à mener avec succès une importante réorganisation à l'échelle mondiale tout en maintenant le rythme de nos activités », a déclaré Robert E. Brown, président et chef de la direction de CAE. « Nous avons encore du travail à accomplir, mais nous commençons déjà à voir les bienfaits de notre nouvelle structure, tant au niveau des économies permanentes de coûts qu'au niveau de l'amélioration de notre façon d'interagir avec les clients. La force de notre secteur militaire contrebalance la faiblesse de notre secteur civil et nous nous attendons à ce que cette tendance se poursuive afin de nous aider à traverser le cycle de l'aéronautique en difficulté. »

## Faits marquants du trimestre

Un élément clé de notre stratégie a été la diversification entre l'aéronautique et la défense; entre la fourniture de produits et de services; et entre les marchés géographiques que nous desservons. Nos résultats financiers ont montré une certaine résistance face au ralentissement du secteur aéronautique avec nos secteurs militaires qui ont contribué à augmenter le BAII au cours du trimestre, qui a été atténué par la baisse du BAII provenant de nos secteurs civils.

Comme nous l'avons annoncé précédemment, nous avons mis en place des mesures en mai dernier pour ajuster l'entreprise aux conditions actuelles et prévues du marché et pour placer CAE en meilleure position pour l'avenir. Ces mesures ont été concentrées en deux phases : la mise à pied d'environ 700 personnes et des modifications à notre structure régionale afin d'améliorer notre façon d'exercer nos activités et de mieux servir nos clients.

Du côté de nos secteurs militaires, nous avons remporté des commandes d'une valeur de 193,5 millions \$ au cours du trimestre, y compris un simulateur d'avion de transport C-130J Hercules pour l'U.S. Air Force Special Operations Command et des mises à niveau aux entraîneurs de l'hélicoptère MH-60 Seahawk pour l'U.S. Navy. De plus, nous avons signé un accord pour exécuter d'importantes mises à niveau sur les simulateurs d'hélicoptères CH-47 Chinook utilisés par la Royal Air Force du Royaume-Uni.

Du côté de nos secteurs civils, nous avons remporté des contrats de formation et de services qui devraient générer des revenus d'environ 58,7 millions \$ et nous avons obtenu des contrats totalisant 90,7 millions \$ pour la fourniture de six simulateurs de vol (FFS) de la part de clients de l'Europe et du Moyen-Orient, et de Bombardier, pour la construction d'un simulateur de développement et d'essais et d'un simulateur prototype CSeries. Aussi, durant le trimestre, nous avons augmenté à 130 le nombre moyen d'unités NESAs (nombre équivalent de simulateurs actifs) dans notre réseau mondial. Dans le cadre de notre réorganisation, nous avons combiné les fonctions de ventes et de soutien de nos deux secteurs civils afin de fournir aux clients une gamme unique et intégrée de produits et services.

À la fin de ce trimestre, nous avons annoncé un programme de partage des risques de 274 millions \$ avec le gouvernement du Québec relativement à nos investissements de recherche et développement dans des marchés comme la santé où nous avons déjà commencé à appliquer les capacités de CAE.

De plus, à la fin de ce trimestre, nous avons émis des billets de premier rang d'une valeur de 15 millions \$CA et de 105 millions \$US aux termes d'un placement privé. Une tranche de 60 millions \$US a servi à rembourser des billets arrivés à échéance et le solde sera utilisé pour payer des frais généraux engagés par l'entreprise. Les billets sont émis pour une durée moyenne de 8,5 ans et un taux d'intérêt fusionné moyen de 7,15 %, ce qui reflète la notation de crédit élevée de CAE.

## Secteurs civils

### Formation et services associés – Civil (FS/C)

Les revenus du secteur FS/C pour le premier trimestre ont augmenté de 4 % par rapport à ceux de la même période l'an dernier. L'augmentation s'explique principalement par le déploiement d'unités NESAs additionnelles à notre réseau, la hausse des revenus générés dans les marchés émergents, et l'intégration des résultats d'un trimestre complet de la Sabena Flight Academy et de l'Academia Aeronautica de Evora S.A. De plus, la faiblesse du dollar canadien par rapport aux principales devises dans lesquelles sont libellées nos opérations a aidé à contrebalancer la faiblesse du marché en Amérique du Nord et en Europe. Comparativement au dernier trimestre, les revenus ont diminué de 6 % principalement en raison de la faiblesse soutenue en Amérique du Nord ainsi que des taux de change défavorables.

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 20,8 millions \$ (18,1 % des revenus) au premier trimestre, comparativement à 25,1 millions \$ (20,7 % des revenus) au dernier trimestre et à 22,0 millions \$ (20,0 % des revenus) au premier trimestre de l'exercice précédent. Au dernier trimestre, nous avons pu bénéficier d'un gain et de taux de change plus favorables. Cette différence a été en partie compensée par la réalisation d'un gain ce trimestre à la cession de deux simulateurs de notre réseau. La faiblesse du marché explique principalement la baisse de 5 % du résultat d'exploitation sectoriel par rapport à la même période l'an dernier.

Les prises de commandes pour le trimestre se chiffrent à 58,7 millions \$, et le carnet de commandes du secteur affiche une valeur de 906,9 millions \$. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,51 pour le trimestre et à 0,93 pour les 12 derniers mois.

#### *Produits de simulation – Civil (PS/C)*

Les revenus du secteur PS/C sont de 83,1 millions \$ pour le premier trimestre, en baisse de 39 % par rapport à ceux de la même période l'an dernier. La baisse découle d'une diminution des commandes cet exercice et de la constatation des revenus l'an dernier sur certains simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente. Cette baisse s'explique également par la production en cours ce trimestre d'un simulateur pour lequel aucun revenu n'a encore été constaté, car il s'agit d'un contrat de location-vente.

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 16,7 millions \$ (20,1 % des revenus) ce trimestre, en baisse de 39 % par rapport à celui de la même période l'an dernier, ce qui concorde avec le volume moins élevé au niveau des revenus.

Durant le trimestre, nous avons reçu des commandes pour six FFS civils. Les commandes de PS/C ce trimestre se chiffrent à 90,7 millions \$, et le carnet de commandes du secteur affiche une valeur de 293,6 millions \$. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,09 pour le trimestre, alors qu'il était de 0,81 pour les 12 derniers mois.

#### **Secteurs militaires**

Pour le premier trimestre, les revenus combinés des secteurs militaires ont atteint 185,2 millions \$ et le résultat d'exploitation est de 34,8 millions \$, ce qui se traduit par une marge d'exploitation de 18,8 %.

Les prises de commandes des secteurs combinés se chiffrent à 193,5 millions \$ ce trimestre pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,04. Le ratio s'est établi à 1,50 pour les 12 derniers mois.

#### *Produits de simulation – Militaire (PS/M)*

Les revenus du secteur PS/M sont de 118,5 millions \$ pour le premier trimestre, en hausse de 34 % par rapport à ceux de la même période l'an dernier. La hausse est principalement attribuable à la signature de nouveaux contrats au cours des douze derniers mois, aux taux de change favorables, et à l'intégration dans nos résultats de l'ancienne division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant.

Le résultat d'exploitation sectoriel ce trimestre est de 22,2 millions \$ (18,7 % des revenus), en hausse de 63 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Notre rentabilité accrue découle d'un volume plus élevé au niveau des activités, qui a entraîné une plus grande utilisation des fonds liés à nos programmes de recherche et développement dont les coûts sont partagés.

Les prises de commandes pour le trimestre se chiffrent à 129,3 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affiche une valeur de 1 072,5 millions \$ à la fin du trimestre. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,09 ce trimestre, alors qu'il était de 1,27 pour les 12 derniers mois.

#### *Formation et services associés – Militaire (FS/M)*

Les revenus du secteur FS/M sont de 66,7 millions \$ pour le premier trimestre, en hausse de 17 % par rapport à ceux de la même période l'an dernier, en raison des revenus plus élevés provenant de la formation sur hélicoptères, du niveau d'activité élevé de notre division Services professionnels et de l'ajustement du taux de main-d'œuvre annuel lié à certains contrats. Nous avons également bénéficié d'une rentrée de fonds liée à la modification d'un contrat et de taux de change favorables.

Conformément à ce qui est mentionné ci-dessus, le résultat d'exploitation sectoriel est de 12,6 millions \$ ce trimestre, en hausse de 31 % par rapport à la même période l'an dernier.

Les prises de commandes pour le trimestre se chiffrent à 64,2 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affiche une valeur de 1 005,2 millions \$ à la fin du trimestre. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,96 pour le trimestre et à 1,98 pour les 12 derniers mois.

#### **Flux de trésorerie et situation financière**

Le flux de trésorerie de CAE affiche une valeur négative de 29,7 millions à la fin du premier trimestre, en baisse de 64,1 millions \$ par rapport au dernier trimestre et en hausse de 12,9 millions \$ par rapport à l'an dernier. Le flux de trésorerie affiche habituellement une valeur négative au premier trimestre. La baisse par rapport au dernier trimestre est principalement attribuable à une diminution de 28,8 millions \$ des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies – essentiellement en raison de la charge de restructuration – et à une hausse de 62,9 millions \$ de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie. Ces facteurs ont été en partie compensés par une réduction de 19,4 millions \$ des dépenses en immobilisations liées à la maintenance, étant donné que nous avons procédé au rachat d'un simulateur loué le trimestre dernier et pas ce trimestre, et par le produit de la cession d'immobilisations corporelles de 7,6 millions \$.

La hausse du flux de trésorerie par rapport à l'an dernier découle essentiellement de la réduction de 31,1 millions \$ de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et du produit de la cession d'immobilisations corporelles mentionné ci-dessus. Cette hausse a été en partie contrebalancée par une diminution de 22,4 millions \$ des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies, qui incluent la charge de restructuration.

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance de 23,7 millions \$ constatées ce trimestre visaient à appuyer des engagements antérieurs. Nous poursuivons l'expansion sélective de notre réseau de formation pour nous attaquer à une part de marché additionnelle et en réponse à la demande en matière de formation dans de nouveaux marchés. Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance se sont élevées à 8,3 millions \$ ce trimestre.

La dette nette s'établissait à 340,7 millions \$ au 30 juin 2009, en hausse de 55,6 millions \$ par rapport au dernier trimestre principalement en raison de la diminution nette de la trésorerie, avant le produit et le remboursement de la dette à long terme. Cette hausse a été en partie atténuée par l'appréciation du dollar canadien sur la dette libellée en devises.

CAE versera un dividende de 0,03 \$ par action le 30 septembre 2009 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 septembre 2009.

### **Autres résultats financiers consolidés**

#### *Restructuration*

Une charge de restructuration de 27,2 millions \$, surtout composée d'indemnités de départ et d'autres frais connexes, y compris la charge de retraite qui s'y rattache, a été portée au résultat net de notre premier trimestre. Nous avons indiqué au dernier trimestre que le coût total de la restructuration devrait être d'environ 34 millions \$ et nous prévoyons maintenant engager une charge totale d'environ 32 millions \$. Nous prévoyons des mesures de réduction des coûts et des mesures non récurrentes d'économies de coûts cet exercice afin d'atténuer le coût de la restructuration. Par la suite, nous nous attendons à réaliser des économies récurrentes annuelles de 15 millions \$ découlant de cette initiative.

#### *Commandes et carnet de commandes*

La valeur de notre carnet de commandes consolidé est de 3,278 milliards \$ à la fin du trimestre, comparativement à 3,182 milliards \$ au dernier trimestre. Des prises de commandes de 342,9 millions \$ ont été ajoutées au carnet, contrebalancées par des revenus de 383,0 millions \$ réalisés à partir des commandes en carnet. Le carnet de commandes a aussi enregistré une augmentation de 136,5 millions \$ principalement attribuable à l'inclusion du carnet de commandes de la division DSA acquise de Bell Aliant. Cette augmentation a été annulée en partie par l'incidence nette de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro et par la dépréciation du dollar canadien par rapport à la livre sterling.

#### *Impôts sur le bénéfice*

Les impôts sur le bénéfice se sont établis à 11,3 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 29 %. Pour l'exercice 2010, le taux d'imposition effectif devrait se situer à environ 30 %.

# Rapport de gestion

pour le trimestre terminé le 30 juin 2009

## 1. POINTS SAILLANTS

### DONNÉES FINANCIÈRES

#### Baisse des revenus par rapport au trimestre précédent et à celui d'il y a un an

- Les revenus consolidés se sont établis à 383,0 millions \$ ce trimestre, en baisse de 55,8 millions \$, soit 13 %, par rapport au trimestre précédent et de 9,1 millions \$, soit 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

#### Bénéfice et bénéfice dilué par action tirés des activités poursuivies en baisse par rapport au trimestre précédent et à il y a un an

- Le bénéfice tiré des activités poursuivies s'est élevé à 27,2 millions \$ (soit 0,11 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 52,7 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une baisse de 25,5 millions \$, soit 48 %, et à 48,2 millions \$ (soit 0,19 \$ par action) au premier trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 21,0 millions \$, soit 44 %;
- La baisse par rapport au trimestre précédent et à celui d'il y a un an est principalement attribuable à la charge de restructuration de 27,2 millions \$ constatée pour le trimestre écoulé. Compte non tenu de la charge de restructuration, le bénéfice tiré des activités poursuivies s'est élevé à 46,1 millions \$ (soit 0,18 \$ par action).

#### Flux de trésorerie disponibles<sup>1</sup> négatifs de 29,7 millions \$

- Les flux de trésorerie nets provenant des activités poursuivies affichent une valeur négative de 19,9 millions \$ ce trimestre, comparativement à des flux de trésorerie disponibles positifs de 71,8 millions \$ pour le trimestre précédent et à des flux de trésorerie disponibles négatifs de 28,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance<sup>2</sup> et autres actifs se sont élevées à 9,8 millions \$ ce trimestre, comparativement à 29,8 millions \$ au trimestre précédent et à 6,9 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles s'est élevé à 7,6 millions \$ ce trimestre;
- Les dividendes en espèces ont totalisé 7,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 7,6 millions \$ au trimestre précédent et à 7,1 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent.

#### Capital utilisé<sup>3</sup> en hausse de 42,2 millions \$, soit 3 %, par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie<sup>4</sup> a augmenté de 79,6 millions \$ ce trimestre, pour s'établir à 19,2 millions \$;
- Les immobilisations corporelles ont diminué de 35,8 millions \$;
- La dette nette<sup>5</sup> s'établissait à 340,7 millions \$ à la fin du trimestre, comparativement à 285,1 millions \$ au trimestre précédent.

### COMMANDES<sup>6</sup>

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,90 (ratio combiné de 0,76 pour les secteurs civils et de 1,04 pour les secteurs militaires), alors qu'il était de 1,17 pour les douze derniers mois (ratio combiné de 0,87 pour les secteurs civils et de 1,50 pour les secteurs militaires);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 342,9 millions \$, comparativement à 738,1 millions \$ au trimestre précédent et à 356,9 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes s'établissait à 3 278,2 millions \$ au 30 juin 2009.

#### Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a obtenu des contrats d'une valeur prévue de 58,7 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a remporté des commandes de 90,7 millions \$ comprenant six simulateurs de vol complets (FFS).

#### Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a remporté des commandes de 129,3 millions \$ pour de nouveaux systèmes d'entraînement et des mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a remporté de nouveaux contrats évalués à 64,2 millions \$.

<sup>1</sup> Mesure hors PCGR (Voir point 7.1).

<sup>2</sup> Mesure hors PCGR (Voir point 7.1).

<sup>3</sup> Mesure hors PCGR (Voir point 8.1).

<sup>4</sup> Mesure hors PCGR (Voir point 8.1).

<sup>5</sup> Mesure hors PCGR (Voir point 8.1).

<sup>6</sup> Mesure hors PCGR (Voir point 5.3).

## AUTRES

- Le 1<sup>er</sup> avril 2009, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA, Écarts d'acquisition et actifs incorporels*. Depuis l'adoption de la nouvelle norme, nous passons les frais de pré-exploitation en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Nous avons retraité rétroactivement les chiffres correspondants des périodes antérieures. Vous trouverez un complément d'information à la rubrique *Modification de conventions comptables*;
- Le 1<sup>er</sup> mai 2009, nous avons conclu l'acquisition de la division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant;
- Le 14 mai 2009, nous avons pris de nouvelles mesures requises pour nous adapter aux conditions actuelles et prévues du marché. Ces mesures seront concentrées en deux phases, et le plan prévoit la mise à pied d'environ 700 personnes. Vous trouverez un complément d'information à la rubrique *Restructuration*;
- Le 8 juin 2009, nous avons annoncé l'émission de billets de premier rang pour des montants de 15,0 millions \$ et de 105,0 millions \$US aux termes d'un placement privé;
- Le 21 juin 2009, nous avons annoncé, en collaboration avec le gouvernement du Québec, un investissement pouvant atteindre 274 millions \$ dans un nouveau programme de recherche et développement (R-D) qui pourra s'échelonner sur sept ans et dont l'objectif est de tirer parti du savoir-faire de CAE en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour les transposer dans les secteurs prometteurs des soins de santé, de la construction lourde, des mines et de l'énergie.

## 2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2010* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2010;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2009;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 12 août 2009, et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), les états financiers consolidés non vérifiés et les notes qui les complètent pour le premier trimestre clos le 30 juin 2009. Nous l'avons rédigé pour aider votre compréhension des activités, de la performance et de la situation financière de la Société au cours du premier trimestre de l'exercice 2010. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Tous les tableaux présentent des chiffres non vérifiés.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers consolidés non vérifiés pour le trimestre clos le 30 juin 2009 et dans les états financiers consolidés annuels que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2009. Le rapport de gestion pour l'exercice 2009 contient en outre un complément d'information sur :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Notre capacité à exécuter la stratégie et à produire des résultats;
- Nos activités;
- Les variations de change;
- Les mesures hors PCGR et les autres mesures financières;
- Les résultats consolidés;
- Les acquisitions, fusions et désinvestissements;
- Les risques et les incertitudes inhérents à notre activité;
- Les procédures et moyens de contrôle;
- Le rôle de surveillance du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)), sur celui de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) ou sur celui d'EDGAR ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)).

### NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions;
- Ou si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.



## MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos marchés, notre future performance financière, notre stratégie, nos projets, nos buts et nos objectifs. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire, compter que, s'attendre à, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité, ou en raison d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2009.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

## 3. À PROPOS DE CAE

### 3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation, et des solutions intégrées de formation destinées à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous sommes concepteur, constructeur et fournisseur de matériels de simulation, et nous sommes aussi prestataire de services de formation et de services associés. Ce matériel et ces services comprennent, d'une part, des solutions intégrées de modélisation, de simulation et de formation destinées aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, aux constructeurs OEM et aux forces de défense, et, d'autre part, des services de formation que nous assurons aux pilotes et, dans certains cas, aux agents de bord et aux techniciens de maintenance dans des centres de formation situés partout dans le monde.

Nos simulateurs de vol complets (FFS) recréent le comportement des appareils dans une large gamme de situations et de conditions ambiantes. Les systèmes visuels très perfectionnés reproduisent des centaines d'aéroports dans le monde, ainsi qu'une vaste gamme de pistes d'atterrissage et d'environnements de vol. Ajoutant le mouvement et les effets sonores à cette simulation visuelle, les simulateurs plongent les pilotes et les équipages de tous niveaux dans un environnement d'entraînement réaliste.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale. CAE compte environ 6 500 employés dans plus de 90 installations et centres de formation dans 20 pays. CAE tire plus de 90 % de ses revenus annuels d'exportations dans le monde entier et d'activités internationales.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées :

- À la Bourse de Toronto, sous le symbole CAE;
- À la Bourse de New York, sous le symbole CAE (auparavant, CGT).

### 3.2 Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, de détermination et d'efficacité. Nous voulons être le partenaire de choix des entreprises exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des solutions innovatrices en matière de produits et de services faisant appel à la modélisation et à la simulation en vue de réduire le risque, de diminuer les coûts et d'aider à résoudre des problèmes de taille. Nous désirons devenir l'une des sociétés les plus présentes dans le monde, les plus axées sur le client et les plus fiables de notre secteur.

### 3.3 Nos activités

CAE dessert deux grands marchés dans le monde :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères, les centres de formation, les centres de dotation en pilotes et les organismes de formation aéronautique;
- Le marché militaire englobe les constructeurs ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en quatre secteurs, un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun des deux marchés. Chacun des secteurs compte pour une part importante de nos résultats.



## MARCHÉ CIVIL

### Formation et services associés – Civil (FS/C)

*Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés*

Notre secteur FS/C est le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le numéro deux des fournisseurs de services de formation pour l'aviation d'affaires. CAE exploite le plus grand réseau de centres de formation à l'échelle mondiale. Nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale, l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires. Nous offrons une gamme complète de services, notamment la gestion de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des techniciens de maintenance, la gestion des pièces de rechange des simulateurs, l'élaboration de programmes de formation, les services de consultation et les solutions d'apprentissage en ligne. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour permettre l'étude efficace et la compréhension des données de vol enregistrées dans le but de rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et d'améliorer la maintenance et les opérations aériennes. En outre, nous offrons aux compagnies aériennes une solution à long terme en matière de recrutement des pilotes grâce à notre capacité sur le plan de la dotation en pilotes. Nous nous sommes hissés à ce rang grâce à des acquisitions, à des coentreprises et à des investissements internes dans des installations neuves. Nous avons actuellement plus de 140 FFS en service et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 20 pays du monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des organismes de formation aéronautique et des centres appartenant à des tiers. Nous continuons d'accroître de manière sélective le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) dans notre réseau en vue de maintenir notre position, d'accroître notre part de marché et de répondre aux nouveaux créneaux qui pourraient s'ouvrir. Nous sommes en train d'étendre notre réseau de formation de manière à pouvoir répondre aux besoins en formation liés aux appareils en service, ces besoins étant continus et périodiques, tout en continuant à être moins dépendants des nouvelles livraisons d'appareils pour assurer nos revenus.

### Produits de simulation – Civil (PS/C)

*Ce secteur conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile*

Notre secteur PS/C est un chef de file mondial de la fourniture de matériel de simulation de vol pour l'aviation civile. Nous concevons et construisons plus de FFS et de systèmes visuels pour les avions des compagnies aériennes nationales et régionales, pour les centres de formation de tiers et pour les constructeurs que n'importe quelle autre société. Nous possédons une grande expérience en matière de développement de simulateurs pour de nouveaux types d'appareils, avec plus d'une vingtaine de modèles différents, auxquels se sont ajoutés récemment les Boeing 747-8 et 787, Airbus A380, Bombardier CSeries et Global Express, Embraer Phenom 100/300 et Dassault Falcon 7X. Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

### Tendances et perspectives commerciales

La demande de transport aérien commercial a enregistré un recul au cours de la dernière année par suite de la récession économique mondiale. Au cours de la période écoulée, les transporteurs aériens ont continué de s'ajuster en réduisant leur capacité de vol, surtout en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure mais de façon quand même importante, en Europe. À ce jour, la conjoncture s'est traduite par une baisse modérée de la flotte d'avions commerciaux en activité à l'échelle mondiale, laquelle constitue un facteur de croissance clé pour nos activités de formation. De plus, une plus grande partie des jets d'affaires existants ont été mis en vente, ce qui fait concurrence à l'offre de nouveaux appareils.

Les revenus tirés de nos services de formation proviennent en partie de la formation périodique qui est essentielle au maintien de la flotte aérienne actuellement en service dans le monde, soit plus de 42 000 appareils. Le secteur est plus stable, mais la réduction de capacité des compagnies aériennes et des exploitants de jets d'affaires freine la demande de formation sur certaines plateformes. Plus précisément, nous avons constaté un recul des activités de formation découlant de la baisse de l'utilisation de capacité par les compagnies aériennes ainsi qu'une certaine diminution des livraisons d'appareils dans le domaine de l'aviation d'affaires, ce qui s'est traduit par une baisse de l'utilisation de capacité et par une pression sur les prix en général.

Récemment, la demande liée au trafic et au fret aériens a laissé entrevoir que les conditions du marché pourraient se stabiliser, mais à des niveaux moindres. Nous prévoyons que la demande de transport aérien reprendra sa croissance à long terme lorsque les conditions économiques mondiales y seront propices. Malgré les récents revers du marché, les prévisions fraîchement revues des principaux constructeurs indiquent toujours que la taille de la flotte aérienne mondiale pourrait doubler au cours des vingt prochaines années. Ces hypothèses viennent appuyer notre stratégie sous-jacente à titre de fournisseur mondial de services de formation pour l'aviation.

Dans le secteur des produits de simulation, nous avons encore une fois connu un solide exercice en 2009 avec des commandes de 34 simulateurs de vol (FFS). Ce carnet de commandes continuera de soutenir en partie nos revenus pour l'exercice en cours. Nous prévoyons une baisse des commandes de nouveaux produits de simulation en raison de la diminution des ventes de nouveaux appareils et, par conséquent, des livraisons subséquentes. Les ventes et les livraisons d'appareils devraient diminuer en raison de la conjoncture économique difficile de l'exercice 2010, et nous devrions vendre environ 20 FFS au cours de l'exercice.

Nous sommes d'avis qu'à moyen et à long terme, l'industrie aéronautique, et plus particulièrement le secteur des produits et des services de formation, continuera de croître. Conscients qu'il s'agit d'un marché dynamique, nous continuons de surveiller certains facteurs clés liés à l'économie et au marché qui pourraient avoir une incidence sur nos activités et modifier nos perspectives. Les baisses réelles et éventuelles des taux de production et l'annulation de commandes d'appareils par les principaux constructeurs ont une incidence déterminante sur la demande pour certains de nos produits et solutions.

L'incidence du ralentissement économique mondial actuel est plus marquée sur les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis et l'Europe. Les marchés émergents connaissent également un ralentissement important par rapport à leur forte progression passée. Cependant, la croissance économique exprimée en pourcentage dans ces régions demeure plus forte que la croissance normale sur les marchés parvenus à maturité.

Malgré la conjoncture, les tendances suivantes appuient notre point de vue à moyen et à long terme en ce qui concerne le marché civil :

- Carnets de commandes d'appareils;
- Nouvelles plateformes moins énergivores;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés.

La récente diminution du trafic passager mondial, la réduction de capacité des compagnies aériennes et les niveaux plus élevés de stocks d'appareils d'occasion sont des facteurs qui doivent être suivis de près pour déceler toute répercussion éventuelle à plus long terme.

### ***Carnets de commandes d'appareils***

Pour l'année 2008, Boeing a reçu un total net de 662 commandes d'appareils neufs (commandes fermes moins les annulations) et Airbus a reçu 777 commandes. Au premier semestre de 2009, le total net de commandes reçues par Airbus et Boeing s'est élevé à 68 et à 1, respectivement. Bien que le rythme des commandes ait considérablement ralenti en 2009 et malgré les annonces, dans les médias, du report par certains de leurs clients de la livraison d'appareils, Boeing et Airbus affichent quand même des carnets de commandes records qui devraient entraîner des occasions d'affaires pour l'ensemble de notre catalogue de produits et de services de formation. Ces deux constructeurs ont également annoncé des programmes de financement pour leurs clients. À court terme, les difficultés des marchés du crédit pourraient avoir une incidence notable sur les livraisons d'appareils.

Dans le secteur des jets d'affaires, les reports et les annulations de commandes ont poussé plusieurs constructeurs d'avions d'affaires à baisser leur taux de production.

### ***Nouvelles plateformes moins énergivores***

Les constructeurs ont annoncé leur intention de sortir ou ont déjà sorti de nouvelles plateformes qui vont stimuler à l'échelle mondiale la demande en simulateurs et en services de formation. Les Boeing 747-8 et 787, Airbus A350XWB, Embraer 190, Dassault Falcon 7X, les jets très légers et légers Embraer Phenom 100 et Embraer Phenom 300 ainsi que le Bombardier CSeries en sont des exemples récents.

L'arrivée de nouvelles plateformes va entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour resserrer les liens avec eux et être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ainsi, au premier trimestre de l'exercice 2010, nous avons signé avec Bombardier des contrats en vertu desquels nous utiliserons notre savoir-faire en matière de simulation et de modélisation pour appuyer la conception, le développement et la validation des nouveaux avions CSeries. Nous développerons également un simulateur de vol CSeries prototype. Par ailleurs, nous avons établi avec Embraer une coentreprise qui commence à assurer la formation complète sur les nouveaux jets très légers et légers Phenom 100 et Phenom 300. Les livraisons de nouveaux modèles d'avions sont susceptibles de faire l'objet de retards sur le plan des lancements de programmes qui pourraient se répercuter sur nos propres délais de prise de commandes et de livraison.

### ***Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien***

Les marchés émergents tels que ceux de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien et du Moyen-Orient devraient connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité au niveau de leur trafic aérien et de l'essor économique, ainsi qu'une libéralisation progressive des politiques de transport aérien et l'apparition d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande de FFS et de centres de formation. De plus, nous avons lancé de nouveaux produits, tels que les simulateurs Série CAE 5000, qui sont conçus spécialement pour les marchés nouveaux et émergents, et le logiciel CAE True<sup>MC</sup> Environment, qui apporte un plus grand réalisme dans la simulation de l'environnement de contrôle du trafic aérien.

### ***Croissance à long terme prévue du trafic aérien***

Même si la croissance du trafic passager, qui a ralenti en 2008, a encore reculé de 8 % au premier semestre de 2009, nous prévoyons que le trafic passager finira par reprendre sa croissance à long terme. Des signes observés au cours des derniers mois indiquent que le trafic et le fret aériens se sont stabilisés, quoique à des niveaux moindres, comme il a été mentionné précédemment. Actuellement, le secteur du trafic aérien traverse une période très mouvementée, notamment en raison du ralentissement économique mondial et des difficultés du marché du crédit. Au cours des 20 dernières années, la croissance moyenne du trafic aérien a été de 4,8 %, et nous estimons que pour les 20 prochaines années, le trafic aérien, tant pour les passagers que pour les marchandises, atteindra cette croissance ou la surpassera légèrement. Cela est sans compter l'effet que pourrait produire tout événement majeur (instabilité politique régionale, acte terroriste, pandémie, forte hausse soutenue du prix du carburant, crise économique prolongée, ou autres événements mondiaux).

### **Demande à long terme en membres d'équipage qualifiés**

*La demande mondiale devrait progresser à long terme*

La croissance du marché de l'aviation civile a engendré partout dans le monde une demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord, mais a provoqué une pénurie de membres d'équipage qualifiés dans certains marchés. Ce phénomène est amplifié par le vieillissement démographique et le fait que les pilotes militaires sont moins nombreux à transférer dans le secteur civil et que les écoles techniques enregistrent peu d'inscriptions. Dans les marchés émergents comme l'Inde et la Chine, on s'attend à ce que la croissance à long terme du trafic aérien augmente plus rapidement que dans les pays développés, et l'infrastructure capable de satisfaire à la demande prévue fait défaut.

Cette pénurie crée des occasions d'affaires pour la dotation en pilotes, notre formule clé en main qui inclut le recrutement, la sélection et la formation des pilotes. Elle nous incite aussi à rechercher des partenaires pour développer notre initiative mondiale visant à former et à fournir des pilotes en demande sur le marché.

La pénurie mondiale de techniciens de maintenance nous donne la possibilité de placer plus rapidement nos solutions pour la formation technique. Quoiqu'à un degré moindre, cette tendance touche aussi les agents de bord pour lesquels nous explorons également de nouvelles solutions de formation.

*Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation*

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commencera à jouer un rôle encore plus important avec les nouveaux processus d'attestation de compétence par une « licence de pilote en équipage multiple » (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), dont l'adoption devrait être approuvée dans un proche avenir par les organismes de réglementation nationaux. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour mener les étudiants *ab initio* à devenir des copilotes d'avions de ligne modernes. La MPL devrait être adoptée dans les marchés émergents comme ceux de la Chine, de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est où le besoin en pilotes qualifiés, formés de la manière la plus efficace possible, est le plus important.

### **MARCHÉ MILITAIRE**

Nos activités dégagent des revenus dans six domaines interdépendants de la chaîne de valeur du marché de la défense. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions; nous effectuons des mises à niveau de simulateurs; nous fournissons des services de maintenance et de soutien; nous fournissons des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des services professionnels fondés sur la simulation pour l'analyse et la prise de décision opérationnelle; enfin, nous avons une entreprise de logiciels appelée Presagis, qui développe et vend des solutions logicielles prêtes à l'emploi à des marchés de niveau intermédiaire.

Notre stratégie dans le marché de la défense consiste à mondialiser et à diversifier nos activités dans le secteur militaire. Nous avons diversifié nos sources de revenus dans un vaste éventail de marchés nationaux et de budgets de la défense afin d'accroître la prévisibilité et la résilience associées à nos activités dans le secteur militaire. Nous sommes l'un des principaux fournisseurs de solutions de simulation et de formation et maintenons une présence locale importante dans sept pays. La mise en œuvre réussie de notre stratégie a donné lieu à des résultats favorables concrets. Au cours de l'exercice 2009, nous avons enregistré des commandes records de plus de 1 milliard \$ dans le secteur militaire. Pour la même période, compte non tenu d'un contrat canadien de 329 millions \$, la valeur moyenne de nos 25 principaux contrats s'est établie à 16,3 millions \$. La solidité et la diversité de notre clientèle et les tendances encourageantes que nous observons sur le marché mondial de la défense, plus particulièrement en ce qui a trait au créneau de la modélisation et de la simulation, nous donnent l'assurance de pouvoir poursuivre notre croissance dans un avenir prévisible.

Nous abordons les marchés mondiaux de la défense en tirant parti de nos réalisations dans le monde et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement dans des marchés clés, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Allemagne, en Australie, en Inde et à Singapour. Sur ces marchés, nous faisons face à la concurrence non pas en tant que société étrangère, mais plutôt comme une société présente dans plusieurs pays qui exerce des activités localement et dont la présence dans le pays est pertinente sur le plan social. Nous croyons que cette façon de faire, rendue possible par la structure régionale de CAE, nous permet de nous démarquer de façon importante. Au cours des dernières années, nous avons mis en place des procédés d'exploitation à l'échelle mondiale bien établis qui nous permettent d'accorder une grande autonomie quant à la prise de décision au sein des régions. Cela se traduit par une efficacité accrue et des relations solides avec la clientèle.

### **Produits de simulation – Militaire (PS/M)**

*Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales*

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements de simulation de vol militaires. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes de formation et des logiciels de création pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des aéronefs de patrouille en mer et des avions de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation pour les forces terrestres et navales. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères dans le monde. Nos simulateurs militaires reproduisent avec une grande fidélité des environnements de combat mettant en jeu de façon interactive les forces amies et ennemies, ainsi que les armements et les systèmes de détection. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes de formation à près de 50 exploitants du secteur militaire dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains. Nous avons aussi élaboré plus de systèmes de formation et d'entraînement pour l'avion Hercules C-130 que quiconque dans le monde.

## **Formation et services associés – Militaire (FS/M)**

*Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes, ainsi que des solutions de modélisation et de simulation*

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des services de formation aux forces armées du monde entier. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'entraînement sur simulateur dans plus de 60 sites dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services fondés sur la modélisation et la simulation.

### **Tendances et perspectives commerciales**

Nous sommes bien positionnés sur une série de plateformes militaires, notamment des avions de transport, des avions-citernes, des hélicoptères, des avions d'entraînement et des avions de patrouille maritime. Ces appareils comprennent l'avion de transport Hercules C-130J, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les avions d'entraînement M346 et Hawk, les nouvelles versions de l'hélicoptère H-60 et d'autres avions qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale. Nos perspectives positives reposent sur la prévision que la demande mondiale pour ces types d'appareils demeurera bonne. Ces plateformes mettent en jeu de nouveaux types d'avions nécessitant des programmes à long terme et nous croyons que cela créera pour nous des occasions au cours des dix années à venir. L'importance que nous accordons à ces segments de marché particuliers constitue un moyen de nous démarquer clairement en tant que sous-traitant de la défense, car nous croyons qu'ils sont essentiels au maintien de la capacité et de la préparation opérationnelle des forces armées. À notre avis, nous avons une exposition minimale aux types de plateformes qui peuvent être considérés comme facultatifs par le milieu de la défense et sont donc plus susceptibles d'être visés par des contraintes budgétaires.

Nous prévoyons une rationalisation continue des budgets de la défense à l'échelle mondiale. Les dépenses globales devraient demeurer stables dans certains marchés et diminuer légèrement dans d'autres marchés comme les États-Unis, qui représentent le plus important marché de la défense au monde. Nous croyons cependant que les budgets de la défense pour les secteurs visés par nos produits et services augmenteront en raison des facteurs suivants :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Hausse du coût d'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- Nature actuelle des conflits, qui nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération.

Nous prévoyons qu'environ 10 000 nouveaux aéronefs militaires seront déployés dans les flottes militaires du monde au cours des cinq prochaines années, créant une demande pour environ 300 simulateurs de missions. Bien que nous ne nous intéressions pas à toutes les plateformes ni à tous les marchés à l'heure actuelle, nous pourrions répondre à une grande partie de la demande prévue.

### ***Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation***

Un autre facteur qui contribue à stimuler nos activités dans le secteur militaire est la volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle. Contrairement au secteur commercial où la formation par la simulation est largement répandue, le milieu de la défense y a jusqu'ici eu moins recours. Ainsi, le gouvernement australien a récemment publié un livre blanc sur la défense prévoyant en particulier un recours accru à la modélisation et à la simulation pour réduire l'engorgement relatif à la formation. Cet avis est partagé par d'autres organisations militaires de partout dans le monde, et plus particulièrement par le milieu de la défense aux États-Unis. La simulation comporte de nombreux avantages qui permettent de faire face au niveau de menace à l'échelle mondiale qui augmente sans cesse et aux nouvelles contraintes économiques qui font pression sur les dépenses en matière de défense. La modélisation et la simulation permettent la réalisation d'économies considérables. La U.S. Air Force estime que la formation pratique coûte environ 10 fois plus cher que la formation fondée sur la simulation. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armes sont tous des arguments en faveur du recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Ce type de formation est essentiel afin d'assurer la préparation des forces de défense de partout dans le monde, alors qu'elles sont aux prises avec des menaces nouvelles et complexes.

### ***Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation***

#### ***Nouvelles plateformes d'avions***

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs de matériels militaires en vue de resserrer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs sont en train de mettre sur le marché de nouvelles plateformes qui devraient alimenter la demande mondiale sur le plan des simulateurs et des services de formation. Ainsi, Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronef de patrouille en mer, le P-8A Poseidon; NH Industries livre actuellement ses hélicoptères NH90; EADS CASA est en train de promouvoir vigoureusement la série de dispositifs de formation MRTT A330 et son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production de son vénérable C-130 et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux armées et aux marines nationales. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, demande à laquelle nous pouvons répondre sous une forme ou une autre.

*Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance*

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens d'économiser et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. C'est ainsi qu'un consortium dont nous sommes membre a commencé à assurer au cours de l'exercice 2009 la formation sur le NH90 à l'Allemagne et à d'autres forces armées. Aux États-Unis, bon nombre de nouveaux contrats feront l'objet d'appels d'offres dans le cadre du programme Aircrew Training System au cours des deux à trois prochaines années.

*Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes*

Les constructeurs aéronautiques prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mises à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes d'entraînement pour les appareils C-130 déjà en place ou d'éventuels nouveaux systèmes d'entraînement pour ces appareils.

***Hausse du coût d'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation***

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'activité intense liée aux conflits qui perdurent dans le monde fait en sorte que les actifs se déprécient plus rapidement que prévu. Contrairement au secteur commercial où la formation par la simulation est largement répandue, il reste encore tout un marché à développer à cet égard dans le milieu de la défense. En outre, l'on observe un recours croissant à la simulation tout au long du cycle de vie des systèmes de défense, soit de l'analyse jusqu'à la formation et aux opérations.

***Nature actuelle des conflits, qui nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération****Demande de réseautage*

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande en matière d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement peuvent être mis en réseau afin de former des équipages différents et de permettre la formation en réseau sur une série de plateformes.

*Acceptation grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions*

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels d'environnement synthétique permettent aux militaires de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. À titre d'exemple, au cours des deux dernières années, nous avons livré au 160<sup>e</sup> régiment d'aviation des opérations spéciales de l'Armée de terre américaine des simulateurs de missions de combat MH-47G et MH-60L dotés de la base de données commune (CDB) développée par nous. L'architecture CDB promet de rehausser de façon importante les capacités de création rapide des bases de données pour les répétitions de missions sur simulateur.

**MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ**

Le modèle de formation fondée sur la simulation utilisé pour l'aviation est de plus en plus considéré comme l'un des moyens efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Dans le cadre de partenariats avec des spécialistes du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation pour l'aviation fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des soins de santé. Nous estimons que le marché mondial de la formation en soins de santé fondée sur la simulation sera supérieur à 1,5 milliard \$ d'ici 2012. À l'heure actuelle, nos services au secteur des soins de santé vont de la fourniture de solutions de formation fondée sur la simulation à la gestion de centres de formation fondée sur la simulation.

#### 4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les opérations libellés en devises selon divers taux de change, comme l'exigent les PCGR.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales devises dans lesquelles sont libellées nos opérations.

Nous avons utilisé les taux de change ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 juin 2009	31 mars 2009	Augmentation (diminution)
Dollar américain (\$US)	1,16	1,26	(8 %)
Euro (€)	1,63	1,67	(2 %)
Livre sterling (£)	1,91	1,80	6 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les revenus et les charges étaient les suivants :

	30 juin 2009	31 mars 2009	Augmentation (diminution)	30 juin 2008	Augmentation (diminution)
Dollar américain (\$US)	1,17	1,25	(6 %)	1,01	16 %
Euro (€)	1,59	1,62	(2 %)	1,58	1 %
Livre sterling (£)	1,81	1,79	1 %	1,99	(9 %)

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau de centres de formation civils et militaires**

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les PCGR, les gains ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans une filiale autonome sont reportés dans l'écart de conversion (cumul des autres éléments du résultat étendu), qui est présenté dans la section Capitaux propres du bilan. Tout effet d'une variation de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état des résultats de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Inde)**

La plupart des revenus dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les filiales autonomes le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériel qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des devises par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– **Nos activités de produits de simulation au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des devises (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en devises), environ 97 % des revenus annuels que nous réalisons à partir du Canada sont libellés en devises (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en devises font l'objet d'une opération de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos revenus sont couverts, il n'est pas possible de neutraliser parfaitement les effets du mouvement des devises, qui se font donc encore partiellement ressentir sur l'état des résultats.

Nous détenons toujours un portefeuille de positions de couverture de change afin d'atténuer le risque sur une partie de nos revenus futurs de l'actuelle volatilité élevée du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Nous couvrons une partie des revenus afin que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des revenus futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

## 5. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Tous les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre compte d'une modification récente de conventions comptables qui a eu une incidence sur le traitement comptable des frais de pré-exploitation. Vous trouverez un complément d'information à la rubrique *Modification de conventions comptables*.

### 5.1 Résultats d'exploitation – premier trimestre de l'exercice 2010

#### Sommaire des résultats consolidés

(en millions, sauf les montants par action)	T1 2010	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009
Revenus	\$ 383,0	438,8	424,6	406,7	392,1
Résultat d'exploitation sectoriel total	\$ 72,3	79,6	77,6	76,0	72,6
Charge de restructuration	\$ (27,2)	–	–	–	–
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	\$ 45,1	79,6	77,6	76,0	72,6
<i>En pourcentage des revenus</i>	% 11,8	18,1	18,3	18,7	18,5
Intérêts débiteurs, montant net	\$ 6,6	5,1	5,6	5,2	4,3
Bénéfice des activités poursuivies (avant impôts)	\$ 38,5	74,5	72,0	70,8	68,3
Charge d'impôts	\$ 11,3	21,8	19,9	21,6	20,1
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 27,2	52,7	52,1	49,2	48,2
Résultat des activités abandonnées	\$ –	–	–	(0,2)	(0,9)
Bénéfice net	\$ 27,2	52,7	52,1	49,0	47,3
Bénéfice de base et dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,11	0,21	0,20	0,19	0,19
Bénéfice de base et dilué par action	\$ 0,11	0,21	0,20	0,19	0,19

Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

#### Baisse de 13 % des revenus par rapport au trimestre précédent et de 2 % par rapport à l'exercice précédent

Les revenus ont été en baisse de 55,8 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Cette baisse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/M ont diminué de 25,1 millions \$, soit 17 %, en raison principalement du niveau d'activité moins élevé durant le trimestre écoulé par rapport au trimestre précédent. Le niveau d'activité plus faible, auquel s'est ajoutée l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro, a été en partie compensé par l'intégration dans nos résultats de l'ancienne division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant;
- Les revenus du secteur PS/C ont diminué de 24,2 millions \$, soit 23 %, en raison principalement de la diminution des niveaux de production par suite d'une baisse des commandes enregistrées. La baisse a été partiellement compensée par les revenus plus importants constatés relativement à des simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours du trimestre;
- Les revenus du secteur FS/C ont diminué de 6,7 millions \$, soit 6 %, en raison de la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et de l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La diminution a été partiellement annulée par l'augmentation des revenus réalisés dans les marchés émergents et l'ajout de nouvelles unités NESAs dans notre réseau;
- Les revenus du secteur FS/M sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent. Les revenus plus élevés tirés des deux centres de formation sur hélicoptères et l'augmentation attribuable à l'ajustement annuel du taux de main-d'œuvre lié aux contrats militaires ont été compensés par la diminution des revenus tirés des services professionnels aux États-Unis, la baisse de revenus associés à un programme de maintenance en Europe ainsi que l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro.

Les revenus ont affiché un recul de 9,1 millions \$ par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les revenus du secteur PS/C ont diminué de 53,5 millions \$, soit 39 %, en raison principalement de la diminution des niveaux de production par suite d'une baisse des commandes enregistrées et de la production en cours d'un simulateur qui a été constaté comme un contrat de location-vente et pour lequel aucun revenu n'a encore été constaté. Nous avons également constaté plus de revenus pour le premier trimestre de 2009 relativement à des simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours du trimestre;
- Les revenus du secteur PS/M ont progressé de 30,1 millions \$, soit 34 %. Cette hausse est principalement attribuable à la signature de nouveaux contrats au cours des douze derniers mois, à l'effet positif de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'intégration dans nos résultats de la division DSA;
- Les revenus du secteur FS/M ont enregistré une hausse de 9,8 millions \$, soit 17 %, en raison surtout de l'augmentation des revenus tirés des deux centres de formation sur hélicoptères, du niveau d'activité élevé de notre division Services professionnels, de l'ajustement du taux de main-d'œuvre annuel lié aux contrats militaires et d'une rentrée de fonds liée à la modification d'un contrat. De plus, la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence favorable sur les résultats. La hausse des revenus a été partiellement annulée par la diminution des revenus tirés des services de formation aux États-Unis;



- Les revenus du secteur FS/C ont progressé de 4,5 millions \$, soit 4 %, en raison essentiellement de la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain, de l'intégration des résultats d'un trimestre complet de la Sabena Flight Academy et de l'Academia Aeronautica de Evora S.A., de l'ajout de nouvelles unités NESA à notre réseau et de la progression des revenus réalisés dans les marchés émergents. Cette augmentation a été partiellement annulée par la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Europe.

Vous trouverez un complément d'information à la rubrique *Résultats par secteur*.

**Baisse de 34,5 millions \$ du BAII<sup>7</sup> par rapport au trimestre précédent et de 27,5 millions \$ par rapport à il y a un an, surtout en raison de la charge de restructuration**

Pour le trimestre écoulé, le BAII s'est établi à 45,1 millions \$, soit 11,8 % des revenus, et comprenait une charge de restructuration de 27,2 millions \$. Le BAII a diminué de 34,5 millions \$, soit 43 %, par rapport au trimestre précédent et de 27,5 millions \$, soit 38 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la charge de restructuration.

Par rapport au trimestre précédent, le résultat d'exploitation sectoriel total<sup>8</sup> a diminué de 7,3 millions \$, soit 9 %. Les baisses de 4,6 millions \$, de 4,3 millions \$ et de 1,8 million \$ du résultat d'exploitation sectoriel des secteurs PS/M, FS/C et PS/C, respectivement, ont été en partie compensées par une augmentation de 3,4 millions \$ du résultat du secteur FS/M.

Le résultat d'exploitation sectoriel demeure stable par rapport à celui d'il y a un an. La hausse de 8,6 millions \$ pour le secteur PS/M et de 3,0 millions \$ pour le secteur FS/M a été annulée par la baisse du résultat d'exploitation sectoriel de 10,7 millions \$ pour le secteur PS/C et de 1,2 million \$ pour le secteur FS/C.

Vous trouverez un complément d'information aux rubriques *Restructuration* et *Résultats par secteur*.

**Augmentation de 1,5 million \$ du montant net des intérêts débiteurs par rapport au trimestre précédent et de 2,3 millions \$ par rapport à il y a un an**

Le montant net des intérêts débiteurs a augmenté par rapport à celui du trimestre précédent et à celui d'il y a un an en raison de la hausse des intérêts débiteurs sur la dette à long terme par suite de l'augmentation nette des billets de premier rang pour un montant de 67,3 millions \$ (15,0 millions \$ et 45,0 millions \$US) aux termes d'un placement privé au premier trimestre de l'exercice 2010, de l'utilisation accrue de la facilité de crédit renouvelable et de la hausse des autres intérêts débiteurs.

**Taux d'imposition effectif de 29 % ce trimestre**

Les impôts se sont établis à 11,3 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 29 %, comparativement à un taux de 29 % pour le trimestre précédent et de 29 % pour le premier trimestre de l'exercice 2009. Les taux d'imposition effectifs du trimestre précédent et du premier trimestre de l'exercice 2009 ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

Pour l'exercice 2010, le taux d'imposition effectif devrait se situer à environ 30 %.

**Résultat des activités abandonnées**

Il n'y a pas eu d'ajustement relatif aux activités abandonnées au cours du trimestre à l'étude.

## 5.2 Restructuration

Le 14 mai 2009, nous avons pris de nouvelles mesures requises pour nous adapter aux conditions actuelles et prévues du marché. Ces mesures seront concentrées en deux phases. Le plan prévoit la mise à pied d'environ 700 personnes, soit 600 à Montréal (Québec) et 100 ailleurs dans le monde. Les mesures suivantes seront mises en place au cours de l'exercice : 380 employés ont été mis à pied au cours du trimestre, et les autres mises à pied auront lieu à l'automne 2009. Une charge de restructuration de 27,2 millions \$, surtout composée d'indemnités de départ et d'autres frais connexes, y compris la charge de retraite qui s'y rattache, a été portée au résultat net du premier trimestre de l'exercice 2010. Un montant total d'environ 32 millions \$ devrait être engagé.

<sup>7</sup> Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du BAI, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

<sup>8</sup> Le résultat d'exploitation sectoriel est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs d'exploitation. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur exploitation. Le résultat d'exploitation sectoriel correspond au bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts et les activités abandonnées.

Le tableau qui suit présente un sommaire des charges de restructuration de la période terminée le 30 juin 2009 :

<i>(en millions)</i>	Charges de cessation d'emploi	Autres coûts	Total
Provision au 31 mars 2009	– \$	– \$	– \$
Charges comptabilisées au cours de la période	20,8	6,4	27,2
Paiements versés	(6,5)	(3,4)	(9,9)
Écart de change	0,2	–	0,2
Provision au 30 juin 2009	14,5 \$	3,0 \$	17,5 \$

### 5.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés<sup>9</sup>

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 278,2 millions \$ à la fin du trimestre. Des prises de commandes de 342,9 millions \$ ont été ajoutées au carnet durant le trimestre, contrebalancées par des revenus de 383,0 millions \$ réalisés à partir des commandes en carnet. Le carnet de commandes a aussi enregistré une augmentation de 136,5 millions \$ principalement attribuable à l'inclusion du carnet de commandes de la division DSA acquise de Bell Aliant. Cette augmentation a été annulée en partie par l'incidence nette de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro et par la dépréciation du dollar canadien par rapport à la livre sterling.

#### Augmentation de 3 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 30 juin 2009
Carnet de commandes en début de période	3 181,8 \$
+ commandes	342,9
- revenus	(383,0)
+ / - ajustements	136,5
Carnet de commandes en fin de période	3 278,2 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,90, alors qu'il était de 1,17 pour les douze mois précédents.

Vous trouverez un complément d'information à la rubrique *Résultats par secteur*.

## 6. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Les opérations intersectorielles sont comptabilisées au coût au niveau consolidé et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

<sup>9</sup> La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M, et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les revenus attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des revenus de la période.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs qu'il utilise en commun avec les autres, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

## PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

### Résultat d'exploitation sectoriel

(en millions, sauf les marges d'exploitation)

	T1 2010	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ 20,8	25,1	20,4	19,5	22,0
	% 18,1	20,7	16,9	18,1	20,0
Produits de simulation – Civil	\$ 16,7	18,5	22,8	23,4	27,4
	% 20,1	17,2	19,1	20,5	20,1
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ 22,2	26,8	25,7	21,6	13,6
	% 18,7	18,7	20,5	17,1	15,4
Formation et services associés – Militaire	\$ 12,6	9,2	8,7	11,5	9,6
	% 18,9	13,8	14,8	19,7	16,9
Résultat d'exploitation sectoriel total	\$ 72,3	79,6	77,6	76,0	72,6
Charge de restructuration	\$ (27,2)	–	–	–	–
BAII	\$ 45,1	79,6	77,6	76,0	72,6

Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

Nous utilisons le résultat d'exploitation sectoriel pour mesurer la rentabilité de nos quatre secteurs d'exploitation et nous aider dans nos décisions de répartition des ressources entre eux. Nous calculons le résultat d'exploitation sectoriel à partir du bénéfice net du secteur avant les autres revenus, les intérêts, les impôts et les activités abandonnées. Ceci nous permet de juger de la rentabilité d'un secteur en dehors de l'effet sur celui-ci d'éléments qui n'ont pas directement à voir avec son rendement.

### Capital utilisé

(en millions)

	T1 2010	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ 1 093,2	1 151,4	1 074,5	932,2	911,5
Produits de simulation – Civil	\$ 25,6	(53,9)	(39,1)	(20,9)	(12,5)
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ 174,6	148,8	123,8	139,2	106,7
Formation et services associés – Militaire	\$ 172,5	162,2	158,5	143,9	147,6
	\$ 1 465,9	1 408,5	1 317,7	1 194,4	1 153,3

Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

## 6.1 Secteurs civils

### FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Au cours du trimestre, le secteur FS/C a obtenu des contrats qui devraient générer des revenus de 58,7 millions \$, y compris des contrats avec Air Astana, Wind Rose Aviation Company et Avianca.

#### Expansion et initiatives nouvelles

- Nous avons lancé le programme CAE Augmented Engineering Environment, environnement de modélisation et de simulation qui permettra aux constructeurs d'évaluer, de tester et de valider une série de modèles et de systèmes d'aéronefs durant la phase de développement;
- Nous avons, par l'intermédiaire de notre coentreprise Embraer CAE Training Services (ECTS), reçu la certification de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) pour les cours de formation technique sur le Phenom 100;
- Nous avons élargi notre gamme de cours de formation au pilotage et technique sur le Web pour les clients du domaine de l'aviation d'affaires par l'entremise de notre service d'apprentissage en ligne;
- Nous avons reçu la certification Inspection Authorization (IA) de la Federal Aviation Administration (FAA) pour six de nos cours de formation à la maintenance en ligne. Les cours de formation en ligne, qui sont proposés à distance aux techniciens de maintenance par le biais d'Internet, incluent l'exploitation au sol du moteur B737NG, les principes numériques évolués, les facteurs humains, les systèmes de diagnostic de maintenance ainsi que le minimum réduit d'espacement vertical (RVSM).

**Résultats financiers**

(en millions, sauf marges d'exploitation, unités NESAs et FFS déployés)

		T1 2010	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009
Revenus	\$	114,7	121,4	120,9	108,0	110,2
Résultat d'exploitation sectoriel	\$	20,8	25,1	20,4	19,5	22,0
Marges d'exploitation	%	18,1	20,7	16,9	18,1	20,0
Amortissements	\$	16,9	16,1	17,8	14,9	13,5
Dépenses en immobilisations	\$	23,7	52,7	39,7	42,3	34,2
Capital utilisé	\$	1 093,2	1 151,4	1 074,5	932,2	911,5
Carnet de commandes	\$	906,9	1 006,4	1 036,0	907,6	932,7
Unités NESAs <sup>10</sup>		130	123	118	118	114
FFS déployés		142*	141	135	133	132

\* Exclut les deux FFS qui ont été vendus à la fin du trimestre.

Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

**Revenus en baisse de 6 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 4 % par rapport à il y a un an**

La baisse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et à l'incidence défavorable de la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain. La baisse a été partiellement annulée par l'augmentation des revenus réalisés dans les marchés émergents et l'ajout de nouvelles unités NESAs à notre réseau.

La hausse par rapport à il y a un an est principalement attribuable à la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain, à l'intégration des résultats d'un trimestre complet de la Sabena Flight Academy et de l'Academia Aeronautica de Evora S.A., à l'ajout de nouvelles unités NESAs à notre réseau et à la progression des revenus réalisés dans les marchés émergents. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par la faiblesse des marchés en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Europe.

**Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 17 % par rapport au trimestre précédent et de 5 % par rapport à il y a un an**

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 20,8 millions \$ (18,1 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 25,1 millions \$ (20,7 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 22,0 millions \$ (20,0 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation sectoriel a diminué de 4,3 millions \$, soit 17 %, par rapport au dernier trimestre. Cette baisse est principalement attribuable à la faiblesse des marchés en Amérique du Nord, à la réalisation d'un gain non récurrent résultant de la finalisation d'une contribution à une coentreprise au trimestre précédent et à la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain. La diminution a été en partie compensée par la réalisation d'un gain à la cession de deux FFS usagés. Ce dernier élément, après déduction de l'écart de change défavorable à la conversion des soldes des comptes, a eu une incidence d'environ 4,0 millions \$ sur le résultat d'exploitation sectoriel.

Le résultat d'exploitation sectoriel a diminué de 1,2 million \$, soit 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable à la faiblesse des marchés, surtout en Amérique du Nord et en Europe. La diminution a été en partie compensée par la réalisation du gain à la cession de deux FFS usagés mentionné précédemment, la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain, l'ajout de nouvelles unités NESAs à notre réseau et l'intégration des résultats d'un trimestre complet de la Sabena Flight Academy et de l'Academia Aeronautica de Evora S.A.

**Dépenses en immobilisations de 23,7 millions \$ ce trimestre**

Les dépenses en immobilisations du trimestre visaient des engagements antérieurs. Nous continuons d'agrandir notre réseau de formation de manière sélective en vue d'augmenter notre part de marché et en réponse aux demandes de formation de la part de nos clients.

**Capital utilisé en baisse de 58,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

La diminution par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la réduction du niveau du fonds de roulement hors trésorerie.

<sup>10</sup> Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESAs) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des revenus au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESAs que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

**Carnet de commandes de 906,9 millions \$ à la fin du trimestre**

<i>(en millions)</i>	<b>Trois mois terminés le 30 juin 2009</b>
Carnet de commandes en début de période	<b>1 006,4 \$</b>
+ commandes	<b>58,7</b>
- revenus	<b>(114,7)</b>
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	<b>(43,5)</b>
Carnet de commandes en fin de période	<b>906,9 \$</b>

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,51, alors qu'il était de 0,93 pour les douze mois précédents.

**PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL**

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats pour les six simulateurs de vol suivants :

- Un FFS Beech King Air B200 de Série CAE 5000 pour Lufthansa AS;
- Deux FFS pour les avions CSeries de Bombardier (un simulateur de développement et d'essais et un prototype);
- Un FFS convertible A330/A340 de Série CAE 7000 et deux FFS A320 de Série CAE 5000 pour Bahrain Mumtalakat Holding Company.

**Résultats financiers**

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>	<b>T1 2010</b>	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009
Revenus	\$ <b>83,1</b>	107,3	119,3	114,3	136,6
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ <b>16,7</b>	18,5	22,8	23,4	27,4
<i>Marges d'exploitation</i>	<b>20,1</b>	17,2	19,1	20,5	20,1
Amortissements	\$ <b>1,5</b>	2,1	1,6	1,6	1,5
Dépenses en immobilisations	\$ <b>1,3</b>	1,7	1,9	1,4	0,6
Capital utilisé	\$ <b>25,6</b>	(53,9)	(39,1)	(20,9)	(12,5)
Carnet de commandes	\$ <b>293,6</b>	288,2	359,5	343,4	373,2

**Revenus en baisse de 23 % par rapport au trimestre précédent et de 39 % par rapport à il y a un an**

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution des niveaux de production par suite d'une baisse des commandes enregistrées. Cette baisse a été partiellement compensée par les revenus plus importants constatés relativement à des simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours du trimestre.

La baisse par rapport à il y a un an est principalement attribuable à la diminution des niveaux de production par suite d'une baisse des commandes enregistrées et à la production en cours d'un simulateur qui a été constaté comme un contrat de location-vente et pour lequel aucun revenu n'a encore été constaté. Nous avons également constaté plus de revenus pour le premier trimestre de 2009 relativement à des simulateurs qui étaient partiellement construits et pour lesquels nous avons conclu des contrats de vente au cours du trimestre.

**Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 10 % par rapport au trimestre précédent et de 39 % par rapport à il y a un an**

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 16,7 millions \$ (20,1 % des revenus) ce trimestre, comparativement à 18,5 millions \$ (17,2 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 27,4 millions \$ (20,1 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La diminution par rapport au trimestre précédent est attribuable en grande partie à un volume moins élevé et à une utilisation moindre des fonds liés à nos programmes de R-D en coûts partagés, ces facteurs ayant été compensés en partie par les taux de couverture favorables sur les contrats obtenus durant le trimestre écoulé. En outre, le règlement d'un instrument de couverture à la suite de la résiliation d'un contrat avec un client a eu des conséquences négatives sur le résultat d'exploitation sectoriel du trimestre précédent.

La diminution par rapport à il y a un an est principalement attribuable à un volume moins élevé.

**Capital utilisé en hausse de 79,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

Le capital utilisé a augmenté par rapport au trimestre précédent en raison de l'augmentation des comptes du fonds de roulement hors trésorerie découlant essentiellement de la diminution des comptes créditeurs et des charges à payer et de l'augmentation de la valeur des contrats de change.

**Augmentation de 2 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	<b>Trois mois terminés le 30 juin 2009</b>
Carnet de commandes en début de période	<b>288,2 \$</b>
+ commandes	<b>90,7</b>
- revenus	<b>(83,1)</b>
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	<b>(2,2)</b>
Carnet de commandes en fin de période	<b>293,6 \$</b>

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,09, alors qu'il était de 0,81 pour les douze mois précédents.

**6.2 Secteurs militaires****PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE**

Le secteur PS/M a remporté 129,3 millions \$ de commandes ce trimestre, notamment :

- Un simulateur de missions (FMS) HC/MC-130J pour le Special Operations Command de la U.S. Air Force;
- Un FMS C-130H, un entraîneur partiel à l'avionique, de la formation assistée par ordinateur et des didacticiels pédagogiques, des postes de briefing/débriefing et un système d'information de gestion de la formation à un client dont l'identité demeure confidentielle;
- D'importantes mises à niveau sur deux des FMS CH-47 utilisés par la U.K. Royal Air Force;
- D'importantes mises à niveau sur deux entraîneurs de vol opérationnels MH-60S utilisés par la U.S. Navy.

**Résultats financiers**

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>	<b>T1 2010</b>	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009
Revenus	\$ <b>118,5</b>	143,6	125,5	126,0	88,4
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ <b>22,2</b>	26,8	25,7	21,6	13,6
<i>Marges d'exploitation</i>	% <b>18,7</b>	18,7	20,5	17,1	15,4
Amortissements	\$ <b>2,6</b>	3,8	2,7	2,3	2,6
Dépenses en immobilisations	\$ <b>1,5</b>	2,0	2,2	1,1	1,2
Capital utilisé	\$ <b>174,6</b>	148,8	123,8	139,2	106,7
Carnet de commandes	\$ <b>1 072,5</b>	893,0	714,0	705,6	752,6

**Revenus en baisse de 17 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 34 % par rapport à il y a un an**

La diminution des revenus par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la diminution du niveau d'activité durant le trimestre écoulé par rapport au trimestre précédent, alors que le niveau d'activité avait été plus élevé à l'égard de certains programmes qui avaient alors atteint des étapes importantes. Le niveau d'activité plus faible, auquel s'est ajoutée l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro, a été en partie compensé par l'intégration dans nos résultats de l'ancienne division DSA de Bell Aliant.

La hausse par rapport à il y a un an est principalement attribuable à la signature de nouveaux contrats au cours des douze derniers mois, à la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'intégration dans nos résultats de la division DSA.

**Résultat d'exploitation sectoriel en baisse de 17 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 63 % par rapport à il y a un an**

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 22,2 millions \$ (18,7 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 26,8 millions \$ (18,7 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 13,6 millions \$ (15,4 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La baisse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable au volume réduit, comme nous l'avons expliqué précédemment, et à l'incidence défavorable de la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro.

L'augmentation par rapport à il y a un an découle principalement du volume accru, comme nous l'avons expliqué précédemment, ainsi qu'à une plus grande utilisation des fonds liés à nos programmes de R-D en coûts partagés.

**Capital utilisé en hausse de 25,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'acquisition de la division DSA et à l'augmentation des comptes du fonds de roulement hors trésorerie.

**Augmentation de 20 % du carnet de commandes par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	<b>Trois mois terminés le 30 juin 2009</b>
Carnet de commandes en début de période	<b>893,0 \$</b>
+ commandes	<b>129,3</b>
- revenus	<b>(118,5)</b>
+ / - ajustements (principalement l'inclusion du carnet de commandes de la division DSA)	<b>168,7</b>
Carnet de commandes en fin de période	<b>1 072,5 \$</b>

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,09, alors qu'il était de 1,27 pour les douze mois précédents.

**FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE**

Le secteur FS/M a remporté des commandes de 64,2 millions \$ au cours du trimestre, notamment :

- Une modification à notre contrat de formation PFI conclu avec la United Kingdom Royal Air Force pour fournir la formation sur deux simulateurs CH-47 Chinook devant être mis à niveau à notre centre de formation de Benson, au Royaume-Uni;
- Services de gestion et de soutien accrus pour les simulateurs aéronautiques des Forces de défense australiennes;
- Contrat de plusieurs années portant sur la formation des pilotes sur le C-130H conclu avec un client dont l'identité demeure confidentielle.

**Résultats financiers**

<i>(en millions, sauf marges d'exploitation)</i>	<b>T1 2010</b>	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009
Revenus	\$ <b>66,7</b>	66,5	58,9	58,4	56,9
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ <b>12,6</b>	9,2	8,7	11,5	9,6
<i>Marges d'exploitation</i>	<b>% 18,9</b>	13,8	14,8	19,7	16,9
Amortissements	\$ <b>2,3</b>	2,6	2,1	1,9	1,8
Dépenses en immobilisations	\$ <b>5,5</b>	6,4	8,1	5,8	2,4
Capital utilisé	\$ <b>172,5</b>	162,2	158,5	143,9	147,6
Carnet de commandes	\$ <b>1 005,2</b>	994,2	833,3	785,2	789,4

Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

**Revenus stables par rapport au trimestre précédent et en hausse de 17 % par rapport à il y a un an**

Les revenus ont légèrement augmenté par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des revenus plus élevés provenant de deux centres de formation sur hélicoptères en coentreprise : Rotorsim, dont nous sommes copropriétaires avec AgustaWestland et qui est maintenant en exploitation aux États-Unis, et Helicopter Flight Training Services, dont nous sommes copropriétaires avec Eurocopter, Thales et Rheinmetall Defence Electronics. Ces centres de formation ont récemment commencé la formation des pilotes de NH90 allemands. La hausse des revenus par rapport au trimestre précédent s'explique également par l'ajustement du taux de main-d'œuvre annuel lié aux contrats militaires. Cette hausse a été partiellement annulée par la diminution des revenus tirés des services professionnels aux États-Unis, la baisse de revenus associés à un programme de maintenance en Europe ainsi que l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien face au dollar américain et à l'euro.

L'augmentation par rapport à il y a un an découle essentiellement de l'augmentation des revenus provenant des deux centres de formation sur hélicoptères, comme nous l'avons expliqué précédemment, du niveau d'activité élevé de notre division Services professionnels, de l'ajustement du taux de main-d'œuvre annuel lié aux contrats militaires et d'une rentrée de fonds liée à la modification d'un contrat. De plus, la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence favorable sur les résultats. La hausse par rapport à il y a un an a été partiellement annulée par la diminution des revenus provenant des services de formation aux États-Unis.

**Résultat d'exploitation sectoriel en hausse de 37 % par rapport au trimestre précédent et de 31 % par rapport à il y a un an**

Le résultat d'exploitation sectoriel s'est établi à 12,6 millions \$ (18,9 % des revenus) pour le trimestre écoulé, comparativement à 9,2 millions \$ (13,8 % des revenus) pour le trimestre précédent et à 9,6 millions \$ (16,9 % des revenus) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable aux revenus de formation plus élevés à Rotorsim, comme nous l'avons expliqué précédemment, et à l'ajustement du taux de main-d'œuvre annuel lié aux contrats militaires, facteurs ayant été compensés en partie par la baisse des revenus associés à un programme de maintenance en Europe et un écart de change défavorable.

La hausse par rapport à il y a un an découle essentiellement de la hausse du volume, de l'ajustement du taux de main-d'œuvre annuel lié aux contrats militaires, de la hausse des revenus provenant de Rotorsim mentionnée précédemment, d'une rentrée de fonds liée à la modification d'un contrat et de l'écart de change. Ces facteurs ont été en partie compensés par la baisse des revenus associés à un programme de maintenance en Europe.



**Capital utilisé en hausse de 10,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la diminution des comptes créditeurs et des charges à payer et à l'augmentation des immobilisations corporelles.

**Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent**

<i>(en millions)</i>	<b>Trois mois terminés le 30 juin 2009</b>
Carnet de commandes en début de période	<b>994,2 \$</b>
+ commandes	<b>64,2</b>
- revenus	<b>(66,7)</b>
+ / - ajustements (principalement l'écart de change)	<b>13,5</b>
Carnet de commandes en fin de période	<b>1 005,2 \$</b>

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,96, alors qu'il était de 1,98 pour les douze mois précédents.

**Rendement combiné des secteurs militaires**

Les revenus du trimestre se sont établis à 185,2 millions \$, comparativement à 210,1 millions \$ au trimestre précédent et à 145,3 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation sectoriel a été de 34,8 millions \$ (18,8 % des revenus) ce trimestre, comparativement à 36,0 millions \$ (17,1 % des revenus) au trimestre précédent et à 23,2 millions \$ (16,0 % des revenus) à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes combiné des secteurs militaires pour le trimestre s'est établi à 1,04, alors qu'il était de 1,50 pour les douze mois précédents.

**7. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET DES LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS**

Nous gérons de façon dynamique nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'influer sur elles, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché de la dette.

## 7.1 Mouvements de trésorerie consolidés

Trois mois terminés les (en millions)	30 juin 2009	31 mars 2009	30 juin 2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies*	48,1 \$	76,9 \$	70,5 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(68,0)	(5,1)	(99,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités poursuivies	(19,9) \$	71,8 \$	(28,6) \$
Dépenses en immobilisations liées à la maintenance	(8,3)	(27,7)	(5,5)
Autres actifs	(1,5)	(2,1)	(1,4)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	7,6	–	–
Dividendes versés	(7,6)	(7,6)	(7,1)
Flux de trésorerie disponibles <sup>11</sup>	(29,7) \$	34,4 \$	(42,6) \$
Dépenses en immobilisations liées à la croissance	(23,7)	(35,1)	(32,9)
Frais de développement reportés	(3,1)	(3,1)	(1,9)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	0,7	(3,4)	7,4
Acquisitions d'entreprises (compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(17,7)	(2,4)	(38,8)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(5,9)	0,9	(2,3)
Diminution nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(79,4) \$	(8,7) \$	(111,1) \$

\* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

### Flux de trésorerie disponibles négatifs de 29,7 millions \$, en baisse de 64,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 12,9 millions \$ par rapport à il y a un an

La diminution par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à une diminution de 28,8 millions \$ des flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation poursuivies, essentiellement en raison d'une charge de restructuration, et à une hausse de 62,9 millions \$ de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, ces facteurs ayant été en partie compensés par une réduction de 19,4 millions \$ des dépenses en immobilisations liées à la maintenance et par le produit de la cession d'immobilisations corporelles de 7,6 millions \$ pour le trimestre écoulé. Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance du trimestre précédent comprenaient le rachat d'un simulateur, alors qu'il n'y a eu aucun rachat au cours du trimestre écoulé.

La hausse par rapport à il y a un an découle essentiellement de la réduction de 31,1 millions \$ de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et du produit de la cession d'immobilisations corporelles de 7,6 millions \$ enregistré pour le trimestre écoulé. Cette hausse a été en partie contrebalancée par une diminution de 22,4 millions \$ des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies.

### Dépenses en immobilisations de 32,0 millions \$ ce trimestre

Les dépenses en immobilisations liées à la croissance<sup>12</sup> de 23,7 millions \$ constatées ce trimestre visaient des engagements antérieurs. Nous continuons d'agrandir notre réseau de formation de manière sélective en vue d'augmenter notre part de marché et en réponse aux demandes de formation de la part de nos clients. Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance<sup>13</sup> se sont établies à 8,3 millions \$ ce trimestre.

<sup>11</sup> Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités d'exploitation poursuivies, dont sont soustraits toutes les dépenses en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles. Les dividendes viennent en déduction dans le calcul des flux de trésorerie disponibles, car ils constituent pour nous une obligation, au même titre que les intérêts à payer sur la dette, et que leur montant n'est pas utilisable pour autre chose.

<sup>12</sup> Les dépenses en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

<sup>13</sup> Les dépenses en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

## 8. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### 8.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	Au 30 juin 2009	Au 31 mars 2009
<b>Utilisation du capital :</b>		
Fonds de roulement hors trésorerie	19,2 \$	(60,4) \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 266,6	1 302,4
Autres actifs à long terme	466,5	463,5
Autres passifs à long terme	(227,2)	(222,6)
<b>Total du capital utilisé</b>	<b>1 525,1 \$</b>	<b>1 482,9 \$</b>
<b>Provenance du capital :</b>		
Dette nette	340,7 \$	285,1 \$
Capitaux propres	1 184,4	1 197,8
<b>Provenance du capital</b>	<b>1 525,1 \$</b>	<b>1 482,9 \$</b>

Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

#### Capital utilisé<sup>14</sup> en hausse de 3 % pour le trimestre écoulé par rapport au trimestre précédent

La hausse provient surtout de l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie et des autres actifs à long terme, partiellement contrebalancée par la diminution des immobilisations corporelles et l'augmentation des autres passifs à long terme.

Notre rendement du capital utilisé<sup>15</sup> (RCU) s'est établi à 13,9 % (12,8 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour le trimestre écoulé, comparativement à 17,0 % (14,9 % après ajustement pour contrats de location-exploitation) pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

#### Fonds de roulement hors trésorerie<sup>16</sup> du trimestre écoulé en hausse de 79,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est principalement attribuable à la diminution des comptes créditeurs et des charges à payer.

#### Montant net des immobilisations corporelles du trimestre écoulé en baisse de 35,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse du montant net des immobilisations corporelles résulte surtout de variations de change de 47,5 millions \$ et de l'amortissement de 19,3 millions \$, compensés par des dépenses en immobilisations de 32,0 millions \$.

#### Dette nette<sup>17</sup> en hausse de 55,6 millions \$ pour le trimestre écoulé

La hausse de 55,6 millions \$ de la dette nette vient en grande partie de la diminution nette de la trésorerie, avant le produit et le remboursement de la dette à long terme, atténuée en partie par l'appréciation du dollar canadien sur la dette libellée en devises.

<sup>14</sup> Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de l'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (compte non tenu de la dette à long terme, partie à court terme comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôts et des autres actifs hors exploitation) et en soustrayant le montant total du passif (compte non tenu des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie à court terme comprise, et des autres passifs hors exploitation).

Provenance du capital :

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

<sup>15</sup> Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le bénéfice tiré des activités poursuivies, en excluant les éléments non récurrents et les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé. Nous calculons aussi ce rendement en ajustant le bénéfice et le capital utilisé en fonction des contrats de location-exploitation ordinaires qui ne figurent pas dans le bilan.

<sup>16</sup> Le fond de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif à court terme (compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie à court terme des actifs disponibles à la vente) et le passif à court terme (compte non tenu de la partie à court terme de la dette à long terme et de la partie à court terme des passifs liés aux actifs destinés à la vente).

<sup>17</sup> La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme (c'est-à-dire dont l'échéance est à plus d'un an), partie à court terme comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

**Variation de la dette nette**

<i>(en millions)</i>	<b>Trois mois terminés le 30 juin 2009</b>
Dette nette en début de période	<b>285,1 \$</b>
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie)	<b>79,4</b>
Acquisitions d'entreprises et autres	<b>(1,9)</b>
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	<b>(21,9)</b>
Augmentation de la dette nette pour la période	<b>55,6 \$</b>
Dette nette en fin de période	<b>340,7 \$</b>

En juin 2009, nous avons émis des titres d'emprunt de 137,1 millions \$ (15,0 millions \$ et 105,0 millions \$US) aux termes d'un placement privé. Une tranche de 15,0 millions \$ et une autre de 52,3 millions \$ (45,0 millions \$US) viennent à échéance en juin 2016 et portent intérêt aux taux de 6,58 % et de 6,65 %, respectivement. Le solde de 69,8 millions \$ (60,0 millions \$US) vient à échéance en juin 2019 et porte intérêt au taux de 7,66 %. Une tranche de 67,4 millions \$ (60,0 millions \$US) du produit total a été affectée au remboursement des billets de premier rang émis en 1997 et arrivés à échéance, et le solde sera utilisé pour payer les frais généraux de l'entreprise.

Pour gérer le risque de liquidité, nous avons accès à des facilités de crédit à terme non garanties renouvelables de 628,0 millions \$ (400,0 millions \$US et 100,0 millions €). Au 30 juin 2009, nous disposions d'un montant de 147,8 millions \$ (127,1 millions \$US et néant €) utilisé pour l'établissement de lettres de crédit en vertu de la facilité de crédit, alors que 116,9 millions \$ (114,8 millions \$US et néant €) avaient été utilisés pour l'émission de lettres de crédit au 30 juin 2008.

Nous avons aussi conclu une entente visant la vente de certains comptes débiteurs d'une valeur pouvant atteindre 50 millions \$.

Nous continuons à surveiller nos flux de trésorerie afin de nous assurer de disposer de ressources en trésorerie suffisantes pour remplir nos obligations et nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. Par ailleurs, notre aptitude à refinancer notre dette parvenue à échéance malgré le resserrement des marchés du crédit et le ralentissement du secteur de l'aéronautique constitue la preuve de notre capacité à accéder aux marchés financiers.

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital sera maintenu à un niveau approprié en fonction du cycle économique et de notre stratégie de croissance pour chaque secteur d'activité et sera par conséquent ajusté au fil du temps.

**Capitaux propres en baisse de 13,4 millions \$ ce trimestre**

La diminution des capitaux propres découle en grande partie de l'augmentation de 35,9 millions \$ du solde négatif du cumul des autres éléments du résultat étendu et des dividendes de 7,6 millions \$, ces facteurs ayant été compensés en partie par un bénéfice net de 27,2 millions \$.

*Information sur les actions en circulation*

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en série d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 juin 2009, nous avions au total 255 560 112 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 433,5 millions \$.

Au 31 juillet 2009, nous avions au total 255 560 111 actions ordinaires émises et en circulation.

**9. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES**

En mai 2009, nous avons acquis la division DSA de Bell Aliant au moyen d'une convention d'achat d'actifs pour une contrepartie de 17,7 millions \$, frais d'acquisition compris et exclusion faite de l'ajustement du fonds de roulement, versée sous forme de trésorerie. La division DSA fournit des logiciels et des systèmes de simulation, de formation, de défense et de gestion intégrée de l'information sur le cycle de vie en temps réel aux industries de l'aérospatiale et de la défense. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 8,5 millions \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de cette opération est déductible aux fins fiscales et s'élève à 5,3 millions \$. En outre, un actif incorporel au titre de relation client de 5,4 millions \$ a été constaté. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans les résultats consolidés de la Société à partir de la date de l'acquisition. L'actif net lié à cette acquisition est séparé entre les secteurs Produits de simulation – Militaire et Formation et services associés – Militaire. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

## 10. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Nos états financiers sont dressés conformément aux PCGR du Canada publiés par le Conseil des normes comptables (CNC) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) dans les chapitres de son *Manuel*, dans les Notes d'orientation concernant la comptabilité (NOC) et dans les abrégés des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN).

### **Actifs incorporels**

Le 1<sup>er</sup> avril 2009, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA, Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace les chapitres 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et 3450, *Frais de recherche et de développement*. Le nouveau chapitre 3064 est partiellement tiré de la norme comptable internationale (IAS) 38, *Immobilisations incorporelles*, et explique quand un actif incorporel développé à l'interne satisfait aux critères de comptabilisation en tant qu'actif. Les dispositions du CPN-27, *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*, ne s'appliquent plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064.

Depuis l'adoption de la nouvelle norme, nous passons les frais de pré-exploitation en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les conséquences de l'adoption rétrospective de cette norme comptable sur les états consolidés des résultats de la Société pour les exercices terminés les 31 mars s'établissent comme suit :

<i>(en millions)</i>	2009	2008
Frais de pré-exploitation reportés, compte non tenu d'éléments hors trésorerie	2,2 \$	(0,9) \$
Ajustement d'impôts	(0,5)	(0,5)
Ajustement du bénéfice net	1,7 \$	(1,4) \$

Au 31 mars 2009, l'adoption de cette modification s'était traduite par une baisse de 10,4 millions \$ au poste *Autres actifs* du bilan consolidé. Les bénéfices non répartis au 1<sup>er</sup> avril 2007 ont diminué de 8,6 millions \$, compte non tenu d'une économie d'impôts de 3,6 millions \$.

Cette modification de normes comptables n'a pas eu d'incidence sur le traitement que nous appliquons aux frais de R-D. À l'adoption du chapitre 3064, nous avons transféré les frais de développement reportés des autres actifs aux actifs incorporels.

## 11. ADOPTION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR du Canada le 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Bien que les principes et le cadre conceptuel des PCGR du Canada et des IFRS soient semblables, ils diffèrent considérablement en ce qui concerne la constatation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir.

La présentation en IFRS sera requise pour nos états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011. Nous avons élaboré un plan de transition détaillé afin d'assurer le passage des PCGR du Canada aux IFRS dans nos états financiers consolidés. Des précisions concernant les étapes, les principales activités et l'état d'avancement du plan, ainsi que certaines décisions concernant les conventions comptables, sont présentées dans la section 10.2, *Modifications futures de normes comptables*, de notre rapport de gestion daté du 14 mai 2009. Aucun changement important n'a été apporté au plan depuis cette date et la mise en œuvre se poursuit tel que prévu.

Tous les trimestres, nous vous présenterons une mise à jour du calendrier et de l'état d'avancement des éléments clés de notre plan de transition.

## 12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

### 12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Au cours du premier trimestre terminé le 30 juin 2009, la Société n'a apporté aucune modification importante à ses mécanismes de contrôle interne, ni décidé d'aucune mesure correctrice de ces mécanismes ou d'autres facteurs qui puisse notablement les modifier. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des mécanismes de contrôle et des procédures de communication de l'information et en font une évaluation chaque trimestre. À la clôture du premier trimestre, le constat du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société était que les contrôles et procédures en place sont efficaces.

## 13. PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

<i>(Chiffres non vérifiés) (en millions, sauf les montants par action et les taux de change)</i>	T1	T2	T3	T4	Cumul annuel à ce jour
<b>Exercice 2010</b>					
Revenus	\$ 383,0	1)	1)	1)	383,0
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 27,2	1)	1)	1)	27,2
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,11	1)	1)	1)	0,11
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,11	1)	1)	1)	0,11
Bénéfice net	\$ 27,2	1)	1)	1)	27,2
Bénéfice de base par action	\$ 0,11	1)	1)	1)	0,11
Bénéfice dilué par action	\$ 0,11	1)	1)	1)	0,11
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	255,4	1)	1)	1)	255,4
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,4 <sup>2)</sup>	1)	1)	1)	255,4
Taux de change moyen du dollar américain au dollar canadien	1,17	1)	1)	1)	1,17
<b>Exercice 2009 – retraité<sup>3)</sup></b>					Total
Revenus	\$ 392,1	406,7	424,6	438,8	1 662,2
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 48,2	49,2	52,1	52,7	202,2
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice net	\$ 47,3	49,0	52,1	52,7	201,1
Bénéfice de base par action	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Bénéfice dilué par action	\$ 0,19	0,19	0,20	0,21	0,79
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	254,3	254,9	254,9	254,9	254,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,1	255,4	254,9 <sup>2)</sup>	254,9 <sup>2)</sup>	255,0
Taux de change moyen du dollar américain au dollar canadien	1,01	1,04	1,21	1,25	1,13
<b>Exercice 2008 – retraité<sup>3)</sup></b>					Total
Revenus	\$ 358,3	353,9	344,8	366,6	1 423,6
Bénéfice des activités poursuivies	\$ 38,5	39,2	41,1	44,6	163,4
Bénéfice de base par action des activités poursuivies	\$ 0,15	0,15	0,16	0,18	0,64
Bénéfice dilué par action des activités poursuivies	\$ 0,15	0,15	0,16	0,17	0,64
Bénéfice net	\$ 38,5	39,1	40,5	33,2	151,3
Bénéfice de base par action	\$ 0,15	0,15	0,16	0,13	0,60
Bénéfice dilué par action	\$ 0,15	0,15	0,16	0,13	0,59
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	252,4	253,5	253,8	253,9	253,4
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	253,8	254,9	254,8	254,9	254,6
Taux de change moyen du dollar américain au dollar canadien	1,10	1,04	0,98	1,00	1,03

<sup>1)</sup> Non disponible.

<sup>2)</sup> Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les trimestres terminés le 30 juin 2009, le 31 mars 2009 et le 31 décembre 2008, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

<sup>3)</sup> Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre compte de la modification du traitement comptable des frais de pré-exploitation.

## Bilans consolidés

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	<b>Au 30 juin 2009</b>	Au 31 mars 2009 Retraités (note 2)
<b>Actif</b>		
<i>Actif à court terme</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	193,0 \$	195,2 \$
Comptes débiteurs (note 6)	299,9	322,4
Contrats en cours	244,5	215,3
Stocks (note 7)	125,3	118,9
Charges payées d'avance	29,8	31,3
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	16,2	11,5
Impôts sur les bénéfices futurs	3,7	5,3
	<b>912,4 \$</b>	<b>899,9 \$</b>
Immobilisations corporelles, montant net	1 266,6	1 302,4
Impôts sur les bénéfices futurs	78,5	86,1
Actifs incorporels	101,3	99,5
Écart d'acquisition	156,7	159,1
Autres actifs	130,0	118,8
	<b>2 645,5 \$</b>	<b>2 665,8 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<i>Passif à court terme</i>		
Comptes créditeurs et charges à payer	471,7 \$	540,4 \$
Acomptes sur contrats	203,0	203,8
Partie à court terme de la dette à long terme (note 5)	46,2	125,6
Impôts sur les bénéfices futurs	25,5	20,9
	<b>746,4 \$</b>	<b>890,7 \$</b>
Dette à long terme (note 5)	487,5	354,7
Gains reportés et autres passifs à long terme	193,0	184,9
Impôts sur les bénéfices futurs	34,2	37,7
	<b>1 461,1 \$</b>	<b>1 468,0 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital-actions	433,5 \$	430,2 \$
Surplus d'apport	9,8	10,1
Bénéfices non répartis	824,5	805,0
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(83,4)	(47,5)
	<b>1 184,4 \$</b>	<b>1 197,8 \$</b>
	<b>2 645,5 \$</b>	<b>2 665,8 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.



## États consolidés des résultats

*(Chiffres non vérifiés)**Trois mois terminés les 30 juin**(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)*

	<b>2009</b>	2008
		Retraités (note 2)
Revenus	<b>383,0 \$</b>	392,1 \$
Bénéfice avant charge de restructuration, intérêts et impôts	<b>72,3 \$</b>	72,6 \$
Charge de restructuration (note 11)	<b>27,2</b>	–
Bénéfice avant intérêts et impôts (note 12)	<b>45,1 \$</b>	72,6 \$
Intérêts débiteurs, montant net (note 5)	<b>6,6</b>	4,3
Bénéfice avant impôts	<b>38,5 \$</b>	68,3 \$
Charge d'impôts	<b>11,3</b>	20,1
Bénéfice des activités poursuivies	<b>27,2 \$</b>	48,2 \$
Résultat des activités abandonnées	<b>–</b>	(0,9)
<b>Bénéfice net</b>	<b>27,2 \$</b>	47,3 \$
Bénéfice de base et dilué par action des activités poursuivies	<b>0,11 \$</b>	0,19 \$
Bénéfice de base et dilué par action	<b>0,11 \$</b>	0,19 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	<b>255,4</b>	254,3
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) <sup>1)</sup>	<b>255,4</b>	255,1

<sup>1)</sup> Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour le trimestre terminé le 30 juin 2009, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du bénéfice de base et celui utilisé pour le calcul du bénéfice dilué sont les mêmes.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États consolidés des variations en capitaux propres

(Chiffres non vérifiés)

Trois mois terminés le 30 juin 2009

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
Solde au début de la période	255 146 443	430,2 \$	10,1 \$	813,3 \$	(48,5) \$	1 205,1 \$
Ajustement au titre du changement de conventions comptables (note 2)	–	–	–	(8,3)	1,0	(7,3)
Options sur actions exercées	401 745	2,1	–	–	–	2,1
Transfert sur exercice d'options sur actions	–	1,1	(1,1)	–	–	–
Dividendes en actions	11 924	0,1	–	(0,1)	–	–
Rémunération à base d'actions	–	–	0,8	–	–	0,8
Bénéfice net	–	–	–	27,2	–	27,2
Dividendes	–	–	–	(7,6)	–	(7,6)
Autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	(35,9)	(35,9)
Solde à la fin de la période	255 560 112	433,5 \$	9,8 \$	824,5 \$	(83,4) \$	1 184,4 \$

Le total des *bénéfices non répartis* et du *cumul des autres éléments du résultat étendu* pour le trimestre terminé le 30 juin 2009 s'élevait à 741,1 millions \$ (542,7 millions \$ au 30 juin 2008).

(Chiffres non vérifiés)

Trois mois terminés le 30 juin 2008

(montants en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux propres
Solde au début de la période	253 969 836	418,9 \$	8,3 \$	644,5 \$	(123,2) \$	948,5 \$
Ajustement au titre du changement de conventions comptables (note 2)	–	–	–	(10,0)	0,8	(9,2)
Options sur actions exercées	845 875	8,4	–	–	–	8,4
Transfert sur exercice d'options sur actions	–	0,6	(0,6)	–	–	–
Dividendes en actions	41 980	0,5	–	(0,5)	–	–
Rémunération à base d'actions	–	–	1,1	–	–	1,1
Bénéfice net	–	–	–	47,3	–	47,3
Dividendes	–	–	–	(7,1)	–	(7,1)
Autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	(9,1)	(9,1)
Solde à la fin de la période	254 857 691	428,4 \$	8,8 \$	674,2 \$	(131,5) \$	979,9 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États consolidés du résultat étendu

(Chiffres non vérifiés)

Trois mois terminés les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2009	2008
<b>Bénéfice net</b>	<b>27,2 \$</b>	Retraités (note 2) 47,3 \$
Autres éléments du résultat étendu, nets d'impôts :		
<b>Écart de conversion</b>		
Pertes de change nettes sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(54,2) \$	(12,9) \$
Variation nette des (pertes) gains sur certaines dettes à long terme libellées en devises et désignées à titre de couvertures de l'investissement net des établissements étrangers autonomes	(1,9)	0,3
Ajustement d'impôts	1,7	–
	<b>(54,4) \$</b>	<b>(12,6) \$</b>
<b>Variations nettes dans la couverture des flux de trésorerie</b>		
Variation nette des gains sur produits dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	13,2 \$	8,1 \$
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	13,3	(3,1)
Ajustement d'impôts	(8,0)	(1,5)
	<b>18,5 \$</b>	<b>3,5 \$</b>
<b>Total des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>(35,9) \$</b>	<b>(9,1) \$</b>
<b>Résultat étendu</b>	<b>(8,7) \$</b>	<b>38,2 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## État consolidé du cumul des autres éléments du résultat étendu

(Chiffres non vérifiés) Au 30 juin 2009 (montants en millions de dollars canadiens)	Écart de conversion	Couverture des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu			
au début de la période	(20,4) \$	(28,1) \$	<b>(48,5) \$</b>
Ajustement au titre du changement de conventions comptables (note 2)	1,0	–	<b>1,0</b>
Détail des autres éléments du résultat étendu :			
Variation nette des (pertes) gains	(56,1)	13,2	<b>(42,9)</b>
Reclassement aux résultats ou reclassement à l'actif ou au passif non financier connexe	–	13,3	<b>13,3</b>
Ajustement d'impôts	1,7	(8,0)	<b>(6,3)</b>
<b>Total des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>(53,4) \$</b>	<b>18,5 \$</b>	<b>(34,9) \$</b>
Solde du cumul des autres éléments du résultat étendu			
à la fin de la période	(73,8) \$	(9,6) \$	<b>(83,4) \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États consolidés des flux de trésorerie

(Chiffres non vérifiés)

Trois mois terminés les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2009	2008
		Retraités (note 2)
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	27,2 \$	47,3 \$
Résultat des activités abandonnées	–	0,9
Bénéfice des activités poursuivies	27,2 \$	48,2 \$
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Amortissement	19,3	15,7
Amortissement des frais de financement	0,2	0,2
Amortissement et perte de valeur des actifs incorporels et d'autres actifs	4,0	3,7
Impôts sur les bénéfices futurs	7,0	5,8
Crédits d'impôt à l'investissement	(1,7)	3,4
Régimes de rémunération à base d'actions	0,8	(4,2)
Avantages sociaux futurs, montant net	(0,7)	0,2
Amortissement des autres passifs à long terme	(1,8)	(2,6)
Autres	(6,2)	0,1
Variation du fonds de roulement hors trésorerie (note 8)	(68,0)	(99,1)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation</b>	<b>(19,9) \$</b>	<b>(28,6) \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis) (note 3)	(17,7) \$	(38,8) \$
Dépenses en immobilisations	(32,0)	(38,4)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	7,6	–
Frais de développement reportés	(3,1)	(1,9)
Autres	(1,5)	(1,4)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>	<b>(46,7) \$</b>	<b>(80,5) \$</b>
<b>Activités de financement</b>		
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction et du rajustement de base de calcul de la dette	145,2 \$	8,6 \$
Remboursement de la dette à long terme	(84,9)	(5,5)
Produit tiré des contrats de location-acquisition	16,9	–
Dividendes versés	(7,6)	(7,1)
Émissions d'actions ordinaires	2,1	8,4
Autres	(1,4)	(1,0)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>	<b>70,3 \$</b>	<b>3,4 \$</b>
<b>Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>(5,9) \$</b>	<b>(2,3) \$</b>
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(2,2) \$</b>	<b>(108,0) \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>195,2</b>	<b>255,7</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>193,0 \$</b>	<b>147,7 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (non vérifiés)

### NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

#### Nature des activités

CAE inc. (la Société) conçoit, fabrique et fournit de l'équipement et des services de simulation, et met au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires et les aviateurs. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote en formation soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en quatre secteurs :

- i) Produits de simulation – Civil : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- ii) Produits de simulation – Militaire : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iii) Formation et services associés – Civil : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés;
- iv) Formation et services associés – Militaire : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation.

#### Caractères saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses matériels directement aux compagnies aériennes : automatiquement, les phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale se répercutent sur son activité. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (vacances, etc.), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Depuis toujours, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des secteurs militaires peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

#### Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux PCGR exige que la direction de CAE (la direction) fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants des revenus et des charges de la période concernée. La direction revoit régulièrement ses estimations, particulièrement celles qui se rapportent à la comptabilisation des contrats à long terme, aux durées de vie utile, aux avantages sociaux futurs, aux impôts sur les bénéfices, à la dépréciation d'actifs à long terme, à la juste valeur de certains instruments financiers, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, d'après la connaissance que la direction a des événements actuels et des mesures que la Société est susceptible de prendre à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et d'importantes modifications des estimations ou des hypothèses pourraient entraîner une baisse de valeur de certains actifs.

#### Principes comptables généralement reconnus et présentation des états financiers

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés, à tous égards importants, conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada tels qu'ils sont établis par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA).

Ces états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables aux états financiers intermédiaires et, sauf mention, selon les mêmes principes que les états financiers consolidés annuels produits par CAE pour son exercice clos le 31 mars 2009, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes comptables décrites dans la note 2.

Ces états financiers consolidés ne donnent cependant pas tous les renseignements que doivent fournir les états financiers consolidés annuels. Une description détaillée des conventions comptables utilisées par CAE figure dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2009, que l'on peut consulter sur le Web à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), sur le site [www.sec.gov](http://www.sec.gov), et sur le site de la Société à l'adresse [www.cae.com](http://www.cae.com). La direction estime que les renseignements fournis dans le présent rapport sont suffisants et mettent bien en évidence tous les changements importants survenus au cours du trimestre. Pour autant, ces états financiers consolidés intermédiaires sont à lire à la lumière des états financiers consolidés fournis dans le plus récent rapport annuel.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens dans les présents états financiers consolidés.

### Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de CAE inc. et de toutes les filiales dans lesquelles elle détient une participation majoritaire, ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont elle est la principale bénéficiaire. Ils comprennent également la quote-part revenant à la Société de l'actif, du passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation (voir la note 4). Tous les comptes et opérations intersociétés importants ont été éliminés. La participation sur laquelle la Société exerce une influence notable est comptabilisée à la valeur de consolidation. Le placement de portefeuille est comptabilisé à sa juste valeur sauf si le cours du marché n'est pas facile à déterminer.

### Contrats en cours

Les contrats en cours découlent de l'application de la méthode de l'avancement des travaux pour comptabiliser les revenus tirés de la plupart des contrats en cours de la Société et sont constitués de matériel, de main-d'œuvre directe, de frais généraux de fabrication pertinents ainsi que de marges contractuelles estimatives.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009, la Société présente les contrats en cours dans un poste distinct de son bilan. Auparavant, les contrats en cours de la Société s'appelaient *contrats à long terme* et faisaient partie des *stocks*. Ce changement de présentation vise à harmoniser les états financiers avec le processus de prise de décisions de la direction et à fournir des renseignements supplémentaires dans le bilan en fonction de l'importance de l'élément en question.

### Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental

La Société constate la participation du gouvernement du Canada au Projet Falcon à titre d'obligation à long terme portant intérêt. L'évaluation du passif comptable constaté au titre du remboursement au prêteur est actualisée au moyen des taux d'intérêt en vigueur sur le marché pour un instrument semblable (en ce qui concerne la devise, l'échéance, le taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation de crédit similaire. L'écart entre la juste valeur de l'obligation à long terme et sa valeur actualisée est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des coûts capitalisés.

## NOTE 2 – CHANGEMENTS DE CONVENTIONS COMPTABLES

### Changements survenus au cours de l'exercice 2010

#### Actifs incorporels

Le 1<sup>er</sup> avril 2009, la Société a adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA, Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace les chapitres 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et 3450, *Frais de recherche et de développement*. Le nouveau chapitre 3064 est partiellement tiré de la norme comptable internationale (IAS) 38, *Immobilisations incorporelles*, et explique quand un actif incorporel développé à l'interne satisfait aux critères de comptabilisation en tant qu'actif. Les dispositions du CPN-27, *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*, ne s'appliquent plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064.

Depuis l'adoption de la nouvelle norme, la Société passe les frais de pré-exploitation en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les conséquences de l'adoption rétrospective de cette norme comptable sur les états consolidés des résultats de la Société pour les exercices terminés les 31 mars s'établissent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	2009	2008
Frais de pré-exploitation reportés, déduction faite d'éléments hors trésorerie	2,2 \$	(0,9) \$
Ajustement d'impôts	(0,5)	(0,5)
Ajustement du bénéfice net	1,7 \$	(1,4) \$

Au 31 mars 2009, l'adoption de ce changement sur le poste *Autres actifs* du bilan consolidé de la Société s'est traduite par une baisse de 10,4 millions \$. Les bénéfices non répartis au 1<sup>er</sup> avril 2007 ont diminué de 8,6 millions \$, déduction faite d'une économie d'impôts de 3,6 millions \$.

Cette modification de conventions comptables n'a eu aucune incidence sur le traitement qu'applique la Société aux frais de R-D. À l'adoption du chapitre 3064, la Société a transféré ses frais de développement reportés des autres actifs aux actifs incorporels.

**NOTE 3 – ACQUISITIONS D'ENTREPRISES**

En mai 2009, la Société a acquis la division Défense, sécurité et aérospatiale (DSA) de Bell Aliant au moyen d'une convention d'achat d'actifs pour une contrepartie de 17,7 millions \$, frais d'acquisition compris et exclusion faite d'un ajustement du fonds de roulement, versée sous forme de trésorerie. La division DSA fournit des logiciels et des systèmes de simulation, de formation, de défense et de gestion intégrée de l'information sur le cycle de vie en temps réel aux industries de l'aérospatiale et de la défense. Le coût total ne comprend pas une contrepartie supplémentaire éventuelle de 8,5 millions \$ liée à certaines conditions, laquelle serait considérée comme un écart d'acquisition supplémentaire.

L'écart d'acquisition constaté à l'égard de cette opération est déductible aux fins fiscales et s'élève à 5,3 millions \$. En outre, un actif incorporel au titre de relation client de 5,4 millions \$ a été constaté. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats d'exploitation ont été pris en compte dans les résultats consolidés de la Société à partir de la date de l'acquisition. L'actif net lié à cette acquisition est séparé entre les secteurs Produits de simulation – Militaire et Formation et services associés – Militaire. La répartition du prix d'achat est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

**NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES**

Les bilans consolidés ainsi que les états consolidés des résultats et des flux de trésorerie de la Société tiennent compte, sur la base d'une consolidation proportionnelle, de l'incidence de ses participations dans des coentreprises, soit celles de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, de 50 % dans Helicopter Training Media International GmbH, de 25 % dans Helicopter Flight Training Services GmbH, de 50 % dans le centre Emirates-CAE Flight Training, de 49 % dans Embraer CAE Training Services LLC, de 50 % dans HATSOFF Helicopter Training Private Limited, de 51 % dans National Flying Training Institute Private Limited (depuis l'exercice 2009), et de 50 % dans le centre de formation CAE de Bangalore (depuis l'exercice 2009).

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

L'incidence des coentreprises sur les états financiers consolidés de la Société s'établit comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	<b>Au 30 juin 2009</b>	Au 31 mars 2009 Retraités (note 2)
<b>Actif</b>		
Actif à court terme	<b>48,6 \$</b>	58,4 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs à long terme	<b>231,5</b>	240,3
<b>Passif</b>		
Passif à court terme	<b>35,8</b>	44,9
Dette à long terme (y compris la partie à court terme)	<b>112,4</b>	120,4
Gains reportés et autres passifs à long terme	<b>4,3</b>	4,5

(Chiffres non vérifiés)  
Trois mois terminés les 30 juin  
(en millions)

	2009	2008
		Retraités (note 2)
<b>Résultats</b>		
Revenus	21,5 \$	13,7 \$
Bénéfice net	4,2	5,2
Résultat d'exploitation sectoriel		
Produits de simulation – Militaire	1,5	1,0
Formation et services associés – Civil	3,8	4,9
Formation et services associés – Militaire	0,1	(0,3)
<b>Flux de trésorerie liés aux</b>		
Activités d'exploitation	(3,4) \$	7,3 \$
Activités d'investissement	(9,4)	(5,2)
Activités de financement	(1,0)	8,2

## NOTE 5 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET INTÉRÊTS DÉBITEURS, MONTANT NET

### Dette à long terme

#### Billets de premier rang

En juin 2009, la Société a émis des billets de premier rang non garantis de 15,0 millions \$ et de 105,0 millions \$US au moyen d'un placement privé. Les billets sont assortis d'une durée moyenne de 8,5 ans et de versements de capital et d'intérêts au taux de 7,15 %, les intérêts étant payables semestriellement en juin et en décembre. Ces billets de premier rang non garantis doivent être remboursés en montants fixes de 15 millions \$ en 2016, de 45 millions \$US en 2016 et de 60 millions \$US en 2019. Les billets ont été émis par deux investisseurs institutionnels qui détenaient des billets garantis de premier rang arrivés à échéance de la Société. Une tranche de 60 millions \$US du produit total a été affectée au remboursement des billets de premier rang arrivés à échéance.

La Société a désigné une partie de ses billets de premier rang, dont la valeur totalise 105,0 millions \$US, comme couverture des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, ce montant étant utilisé pour gérer l'exposition au risque de change lié à ces placements. Les gains et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu afin de compenser tout gain ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes.

#### Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental

Durant le trimestre, la Société a obtenu une obligation à long terme portant intérêt de la part du gouvernement du Canada en raison de sa participation dans le Projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans, pour un montant maximal de 250 millions \$. Au 30 juin 2009, le montant total constaté s'établissait à 3,9 millions \$ (voir la note 1) et la valeur actualisée de la dette était de 1,0 million \$.

### Intérêts débiteurs, montant net

Les intérêts débiteurs (créditeurs) s'établissent comme suit :

(Chiffres non vérifiés)  
Trois mois terminés les 30 juin  
(en millions)

	2009	2008
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	7,1 \$	6,1 \$
Amortissement des frais de financement reportés et autres	0,8	0,8
Intérêts capitalisés	(1,2)	(1,3)
Intérêts sur la dette à long terme	6,7 \$	5,6 \$
Intérêts créditeurs	(0,6) \$	(0,7) \$
Autres intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	0,5	(0,6)
Intérêts créditeurs, montant net	(0,1) \$	(1,3) \$
Intérêts débiteurs, montant net	6,6 \$	4,3 \$



**NOTE 6 – COMPTES DÉBITEURS**

Les comptes débiteurs sont portés au bilan consolidé, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs, comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	<b>Au 30 juin 2009</b>	<b>Au 31 mars 2009</b>
Comptes clients en souffrance		
1-30 jours	<b>41,2 \$</b>	35,1 \$
31-60 jours	<b>16,6</b>	12,0
61-90 jours	<b>12,5</b>	13,1
Plus de 90 jours	<b>32,9</b>	28,0
<b>Total</b>	<b>103,2 \$</b>	<b>88,2 \$</b>
Provision pour créances douteuses	<b>(6,9) \$</b>	(8,2) \$
Comptes clients courants	<b>77,2</b>	122,9
Comptes débiteurs non facturés	<b>36,7</b>	38,2
Actifs d'instruments dérivés	<b>17,8</b>	32,2
Autres comptes débiteurs	<b>71,9</b>	49,1
<b>Total des comptes débiteurs</b>	<b>299,9 \$</b>	<b>322,4 \$</b>

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Trois mois terminés les 30 juin</i> <i>(en millions)</i>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Provision pour créances douteuses au début de la période	<b>(8,2) \$</b>	(7,4) \$
Ajouts	<b>(1,2)</b>	(2,9)
Radiations	<b>2,1</b>	1,4
Écart de change	<b>0,4</b>	0,1
Provision pour créances douteuses à la fin de la période	<b>(6,9) \$</b>	(8,8) \$

**NOTE 7 – STOCKS**

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	<b>Au 30 juin 2009</b>	<b>Au 31 mars 2009</b>
Travaux en cours	<b>82,3 \$</b>	79,1 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	<b>43,0</b>	39,8
	<b>125,3 \$</b>	118,9 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>Trois mois terminés les 30 juin</i> <i>(en millions)</i>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
Travaux en cours	<b>17,4 \$</b>	17,6 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	<b>6,8</b>	16,0
	<b>24,2 \$</b>	33,6 \$

**NOTE 8 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LES RÉSULTATS***(Chiffres non vérifiés)**Trois mois terminés les 30 juin**(en millions)*

	<b>2009</b>	<b>2008</b>
<i>Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :</i>		
Comptes débiteurs	<b>34,6 \$</b>	21,5 \$
Contrats en cours	<b>(26,5)</b>	(40,2)
Stocks	<b>(2,7)</b>	2,1
Charges payées d'avance	<b>0,9</b>	5,2
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	<b>(2,4)</b>	(3,2)
Comptes créditeurs et charges à payer	<b>(72,7)</b>	(73,4)
Acomptes sur contrats	<b>0,8</b>	(11,1)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	<b>(68,0) \$</b>	(99,1) \$
<i>Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie :</i>		
Intérêts payés	<b>8,4 \$</b>	8,8 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	<b>5,2</b>	9,2
<i>Renseignements supplémentaires sur l'état des résultats :</i>		
Gains (pertes) de change sur instruments financiers		
comptabilisés aux résultats :		
Prêts et créances	<b>(0,1) \$</b>	(1,6) \$
Actifs financiers et passifs financiers devant être classés comme		
détenus à des fins de transaction	<b>(1,1)</b>	(0,2)
Autres passifs financiers	<b>–</b>	2,4
Gain (perte) de change	<b>(1,2) \$</b>	0,6 \$

**NOTE 9 – AIDE GOUVERNEMENTALE****Projet Phœnix et Projet Falcon**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Phœnix et Falcon sont présentés dans le tableau suivant :

*(Chiffres non vérifiés)**Trois mois terminés le 30 juin**(en millions)*

	<b>2009</b>
Montants à recevoir au début de la période	<b>23,3 \$</b>
Contributions	<b>16,9</b>
Paiements reçus	<b>(6,4)</b>
Montants à recevoir à la fin de la période	<b>33,8 \$</b>

**Données globales sur les programmes**

Le tableau suivant fournit des renseignements sur les contributions constatées et sur les frais liés aux redevances constatés pour tous les programmes :

*(Chiffres non vérifiés)*  
Trois mois terminés les 30 juin  
*(en millions)*

	2009	2008
Contributions créditées aux coûts capitalisés :		
Projet Phœnix	1,5 \$	2,7 \$
Projet Falcon	0,8	–
Contributions créditées aux résultats :		
Projet Phœnix	12,5	8,5
Projet Falcon	2,1	–
Total des contributions :		
Projet Phœnix	14,0 \$	11,2 \$
Projet Falcon	2,9	–
Frais liés aux redevances :		
Projet Phœnix	– \$	– \$
Programmes antérieurs	2,8	2,6

**NOTE 10 – AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

Le coût total des prestations constituées pour les trimestres terminés les 30 juin se composait des éléments suivants :

*(Chiffres non vérifiés)*  
Trois mois terminés les 30 juin  
*(en millions)*

	2009	2008
Coût des services rendus au cours de la période	1,9 \$	2,2 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	3,8	3,3
Rendement prévu de l'actif des régimes	(2,7)	(3,3)
Amortissement de la perte actuarielle nette	0,3	0,5
Amortissement du coût des services passés	0,1	0,1
Charge de retraite nette	3,4 \$	2,8 \$

**NOTE 11 – CHARGE DE RESTRUCTURATION**

Le 14 mai 2009, la Société a pris de nouvelles mesures requises pour s'adapter aux conditions actuelles et prévues du marché. Ces mesures seront concentrées en deux phases. Le plan prévoit la mise à pied d'environ 700 personnes, soit 600 à Montréal (Québec) et 100 ailleurs dans le monde. Les mesures suivantes seront mises en place au cours de l'exercice : 380 employés ont été mis à pied au cours du trimestre, et les autres mises à pied auront lieu à l'automne 2009. Une charge de restructuration de 27,2 millions \$, surtout composée d'indemnités de départ et d'autres frais connexes, y compris la charge de retraite qui s'y rattache, a été portée au résultat net du premier trimestre de l'exercice 2010. Un montant total d'environ 32 millions \$ devrait être engagé.

Le tableau qui suit présente un sommaire des charges de restructuration de la période terminée le 30 juin 2009 :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Charges de cessation d'emploi	Autres coûts	Total
Provision au 31 mars 2009	– \$	– \$	– \$
Charges comptabilisées au cours de la période	20,8	6,4	27,2
Paiements versés	(6,5)	(3,4)	(9,9)
Écart de change	0,2	–	0,2
Provision au 30 juin 2009	14,5 \$	3,0 \$	17,5 \$

Le tableau qui suit présente les charges de restructuration par secteur isolable :

(Chiffres non vérifiés)  
Trois mois terminés les 30 juin  
(en millions)

	2009	2008
Produits de simulation – Civil	14,6 \$	– \$
Produits de simulation – Militaire	3,4	–
Formation et services associés – Civil	8,3	–
Formation et services associés – Militaire	0,9	–
	27,2 \$	– \$

## NOTE 12 – SECTEURS D'EXPLOITATION ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

### Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le bénéfice avant les autres revenus (charges), les intérêts, les impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées (désigné « résultat d'exploitation sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur d'exploitation sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les opérations entre secteurs d'exploitation consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur Produits de simulation – Civil au secteur Formation et services associés – Civil, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs d'exploitation et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et mesurée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

(Chiffres non vérifiés)  
Trois mois terminés les 30 juin  
(en millions)

	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
		Retraités (note 2)		Retraités (note 2)		Retraités (note 2)
<b>Civil</b>						
Revenus externes	83,1 \$	136,6 \$	114,7 \$	110,2 \$	197,8 \$	246,8 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	16,7	27,4	20,8	22,0	37,5	49,4
Amortissements						
Immobilisations corporelles	1,1	1,1	15,0	11,9	16,1	13,0
Actifs incorporels et autres actifs	0,4	0,4	1,9	1,6	2,3	2,0
Dépenses en immobilisations	1,3	0,6	23,7	34,2	25,0	34,8
<b>Militaire</b>						
Revenus externes	118,5 \$	88,4 \$	66,7 \$	56,9 \$	185,2 \$	145,3 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	22,2	13,6	12,6	9,6	34,8	23,2
Amortissements						
Immobilisations corporelles	1,5	1,4	1,7	1,3	3,2	2,7
Actifs incorporels et autres actifs	1,1	1,2	0,6	0,5	1,7	1,7
Dépenses en immobilisations	1,5	1,2	5,5	2,4	7,0	3,6
<b>Total</b>						
Revenus externes	201,6 \$	225,0 \$	181,4 \$	167,1 \$	383,0 \$	392,1 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	38,9	41,0	33,4	31,6	72,3	72,6
Amortissements						
Immobilisations corporelles	2,6	2,5	16,7	13,2	19,3	15,7
Actifs incorporels et autres actifs	1,5	1,6	2,5	2,1	4,0	3,7
Dépenses en immobilisations	2,8	1,8	29,2	36,6	32,0	38,4

**Bénéfice avant intérêts et impôts**

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel total et le bénéfice avant intérêts et impôts :

(Chiffres non vérifiés)

Trois mois terminés les 30 juin

(en millions)

	2009	2008
Résultat d'exploitation sectoriel total	72,3 \$	72,6 \$
Charge de restructuration (note 11)	(27,2)	–
Bénéfice avant intérêts et impôts	45,1 \$	72,6 \$

**Actif utilisé par secteur**

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les charges payées d'avance, les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les autres actifs, à l'exception des liquidités, des impôts sur les bénéfices et des actifs de certaines filiales inactives.

(Chiffres non vérifiés)

(en millions)

	Au 30 juin 2009	Au 31 mars 2009
		Retraités (note 2)
Produits de simulation – Civil	259,3 \$	257,3 \$
Produits de simulation – Militaire	429,0	400,1
Formation et services associés – Civil	1 310,1	1 359,3
Formation et services associés – Militaire	279,3	257,7
Total de l'actif utilisé	2 277,7 \$	2 274,4 \$
Actif non inclus dans l'actif utilisé	367,8 \$	391,4 \$
Total de l'actif	2 645,5 \$	2 665,8 \$

**Information par zone géographique**

La Société vend ses produits et ses services dans plus de 20 pays. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

(Chiffres non vérifiés)

Trois mois terminés les 30 juin

(en millions)

	2009	2008
Revenus tirés de clients externes		
Canada	31,2 \$	23,2 \$
États-Unis	117,9	138,8
Royaume-Uni	43,6	25,2
Allemagne	39,3	47,3
Pays-Bas	15,7	17,7
Autres pays d'Europe	45,4	43,1
Chine	13,9	17,9
Émirats arabes unis	28,2	15,2
Autres pays d'Asie	22,4	29,9
Australie	13,2	19,0
Autres pays	12,2	14,8
	383,0 \$	392,1 \$

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	<b>Au 30 juin 2009</b>	Au 31 mars 2008 Retraités (note 2)
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition et actifs incorporels		
Canada	<b>233,4 \$</b>	233,1 \$
États-Unis	<b>388,6</b>	422,2
Amérique du Sud	<b>69,5</b>	76,1
Royaume-Uni	<b>178,5</b>	164,1
Espagne	<b>108,8</b>	95,8
Allemagne	<b>81,5</b>	81,1
Belgique	<b>87,5</b>	91,6
Pays-Bas	<b>123,6</b>	129,2
Autres pays d'Europe	<b>42,8</b>	43,7
Émirats arabes unis	<b>79,6</b>	85,0
Autres pays d'Asie	<b>117,1</b>	126,3
Autres pays	<b>13,7</b>	12,8
	<b>1 524,6 \$</b>	1 561,0 \$



cae.com